

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE CHARTREUSE
Pôle Tertiaire - ZI Chartreuse Guiers – 38380 ENTRE-DEUX-GUIERS

DÉLIBÉRATION N° 25_004

**OBJET : DÉBAT D'ORIENTATION
BUDGÉTAIRE AVEC PRÉSENTATION DU
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre février à 19 heures,
Le Conseil Communautaire, s'est réuni en session ordinaire dans la salle de réunion du Pôle tertiaire sise 2, Zone Industrielle Chartreuse-Guiers à Entre-deux-Guiers sous la présidence d'Anne LENFANT.

Date de la convocation : Mercredi 29 janvier 2025

| | |
|---|---|
| <p>Nombre de Conseillers :</p> <p>En exercice : 36 Présents : 30 Pouvoirs : 5 Votants : 35</p> <p>Résultat des votes :</p> <p>Pour : 35 Abstention : 0 Contre : 0</p> | <p>Présents les délégués avec voix délibérative :</p> <p>Hervé BUTTARD (Corbel) ; Raphaël MAISONNIER (Entre-deux-Guiers) ; Anne LENFANT, Suzy REY (Entremont-le-Vieux) ; Evelyne LABRUDE (La Bauche) ; Myriam CATTANEO, Pierre FAYARD, Bruno STASIAK (Les Échelles) ; Williams DUFOUR, Marie-José SEGUIN (Miribel-les-Échelles) ; Claude COUX, Éric L'HÉRITIER (Saint-Christophe-sur-Guiers) ; Laurette BOTTA (Saint-Christophe-la-Grotte) ; Christiane BROTO-SIMON (Saint-Franc) ; Murielle GIRAUD (Saint-Jean-de-Couz) ; Marylène GUIJARRO, Roger JOURNET, Martine MACHON (Saint-Joseph-de-Rivière) ; Jean Claude SARTER, Céline BOURSIER, Olivier LEMPEREUR, Cédric MOREL, Marie-Aude GONON, Bertrand PICHON-MARTIN, Jean-Paul SIRAND-PUGNET (Saint-Laurent-du-Pont) ; Stéphane GUSMEROLI, Dominique CABROL (Saint-Pierre-de-Chartreuse) ; Christine SOURIS (Saint-Pierre-de-Genébros) ; Marc GAUTIER (Saint-Pierre-d'Entremont 38) ; Maryline ZANNA (Saint-Thibaud de Couz) ;</p> <p>Pouvoirs : Véronique MOREL à Céline BOURSIER ; Bruno GUIOL à Marie-José SEGUIN ; Birgitta RENAUDIN à Raphaël MAISONNIER ; Wilfried TISSOT à Anne LENFANT ; Denis BLANQUET à Maryline ZANNA</p> |
|---|---|

Par application des dispositions de l'article L5211-36 du CGCT, les dispositions de l'article L2312-1 CGCT sont applicables à la communauté de communes.

Ainsi, l'article L2312-1 du CGCT dispose :

« (...) Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique (...). »

Ces dispositions ont été introduites par la loi NOTRe du 7 août 2015, article 107 (nouvelle organisation territoriale de la République). Le rapport doit également être adressé au représentant de l'Etat.

La Présidente rappelle que la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget est obligatoire, sauf pour les communes de moins de 3500 habitants. Il permet d'informer l'assemblée sur la situation financière de la collectivité.

Concernant les EPCI, cette obligation s'impose dès lors qu'ils comprennent au moins une commune de 3500 habitants ou plus. C'est une étape obligatoire sous peine d'illégalité du budget ; cette formalité substantielle précède dans un délai de 2 mois, le vote du budget par l'assemblée délibérante de la collectivité.

CONSIDÉRANT le ROB (joint en annexe)

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

➤ **Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'UNANIMITÉ**

- **VALIDE** que le débat d'orientation budgétaire a bien eu lieu.

La Présidente,

- CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché sur le site internet de la collectivité
- INFORMÉ que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Publié, notifié et transmis en Préfecture

Le 07/02/2025

La Présidente
Anne LENFANT





CŒUR DE CHARTREUSE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE



ANNÉE 2025

TABLE DES MATIERES

Envoyé en préfecture le 07/02/2025

Reçu en préfecture le 07/02/2025

Publié le 07/02/2025

ID : 038-200040111-20250204-25_004-DE



| | |
|--|----|
| 1) Débat d'orientation Budgétaire..... | 3 |
| a) Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire | |
| b) Planning prévisionnel | |
| 2) Contexte général – Situation économique et sociale..... | 4 |
| a) Contexte international et européen..... | 4 |
| b) Contexte national..... | 6 |
| 3) Situation budgétaire de la collectivité..... | 8 |
| a) Le fonctionnement..... | 14 |
| i) Recettes de fonctionnement du budget général et des budgets annexes..... | 14 |
| (1) Recettes liées aux facturations aux redevables (budget général) – Chapitre 70..... | 14 |
| (2) La fiscalité directe de la collectivité (budget général et budget annexe déchets)..... | 14 |
| (3) Concours de l'État..... | 17 |
| (4) Les recettes de fonctionnement des budgets annexes hors fiscalité..... | 19 |
| ii) Dépenses de Fonctionnement du budget général..... | 19 |
| (1) Charges à caractère général Chapitre 011..... | 19 |
| (2) Charges de personnel – Chapitre 012..... | 20 |
| (3) Attributions de compensation et FPIC – Chapitre 014..... | 21 |
| b) L'Investissement..... | 22 |
| i) Dette..... | 24 |
| ii) Projets structurants pour le territoire..... | 25 |
| iii) Le budget vert..... | 26 |
| i) Restes à réaliser envisagés des investissements 2024 - budget général et budgets annexes..... | 27 |
| 4) Options envisagées pour la construction budgétaire 2025..... | 28 |

1) Débat d'Orientation Budgétaire

a) Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire



Le DOB représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix lors du vote du Budget Primitif.

Les objectifs du DOB

- ✓ Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- ✓ Informer sur la situation financière

Les dispositions légales

- ✓ Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des Régions, Départements, Communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et des syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L. 5622-3 du CGCT).
- ✓ La tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget est obligatoire, sauf pour les communes de moins de 3 500 habitants. Il permet d'informer l'assemblée sur la situation financière de la collectivité et de présenter les grandes orientations pour l'année à venir. C'est une étape obligatoire sous peine d'illégalité du budget.

Délai

- ✓ Dans les 10 semaines qui précèdent le vote du Budget primitif pour les budgets soumis à la M57 et pour les autres 2 mois avant.
- ✓ Le BP est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du BP

Les nouveautés apportées par la Loi NOTRe : le Rapport d'Orientations Budgétaires

- ✓ L'article 107 de la loi N°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au Journal Officiel du 08 août 2015 a voulu accentuer l'information des élus.
- ✓ Dorénavant le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré au moins par le président de l'EPCI sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale et la gestion de la dette.
- ✓ Le ROB doit être transmis au représentant de l'Etat et doit être publié
- ✓ Le ROB doit être transmis aux communes membres de l'EPCI
- ✓ Le ROB est mis à disposition au siège de l'EPCI
- ✓ Ce débat doit être acté par une délibération spécifique

b) Planning prévisionnel

- ✓ Conseil communautaire du DOB : **4 février 2025**
- ✓ Commission finances : **23 janvier 2025**
- ✓ Commission finances : **10 mars 2025**
- ✓ Conseil communautaire pour vote des budgets et vote des taux d'imposition : **1^{er} avril 2025**

2) Contexte général – Situation économique et sociale

a) Contexte international et européen

La situation économique en zone euro et aux Etats-Unis reste très contrastée.

Outre-Atlantique la croissance tient toujours. Des signaux plus négatifs sont certes perceptibles dans certains secteurs comme l'immobilier mais globalement le marché du travail résiste bien, ce qui freine le recul de l'inflation.

En outre, l'arrivée au pouvoir de D. Trump (le 20 janvier) est porteuse de beaucoup d'interrogations, non sur la nature des décisions mais sur le contenu précis des mesures qui seront adoptées (relèvement des droits de douane, immigration, déréglementation). En surveillant leurs conséquences sur l'inflation, la Fed (FEDeral Reserve System = banque centrale des États-Unis) devrait donc se montrer prudente en matière de baisse de ses taux directeurs.

- En zone euro, la croissance est faible et le climat des affaires dégradé, surtout en Allemagne et en France. Même si elle peine à refluer dans les services, l'inflation s'est rapprochée de la cible de la BCE. Cette dernière a donc toutes les raisons de poursuivre la normalisation de ses taux directeurs. Comme l'a mentionné C. Lagarde en décembre, la question ne porte plus sur la trajectoire mais sur l'intensité du mouvement. Pour le moment, la BCE table sur une progression du PIB de 1 %. Si les indicateurs montraient sur les premiers mois de 2025 que la croissance n'était pas au rendez-vous, l'assouplissement monétaire pourrait être amplifié.

- Au Royaume-Uni, la présentation fin octobre par le nouveau gouvernement travailliste de son budget a changé la donne. La Banque d'Angleterre devrait donc se montrer prudente en matière de réduction de son taux directeur dans un contexte qui va rester globalement inflationniste.

- À contre-courant de la Fed et de la BCE, la Banque du Japon est plutôt sur une trajectoire de relèvement (très, très graduel !) de son taux directeur. Elle a sauté son tour en décembre considérant que l'activité restait trop faible. Mais l'inflation persiste et la hausse des salaires est plutôt élevée, ce qui contraste avec les évolutions observées pendant de longues années.

- En Chine, les signaux d'évolution de l'activité à court terme sont plutôt encourageants. Cela reflète sans doute en partie les effets du soutien public qui a pris différentes formes. Mais la baisse persistante des prix de production suggère un équilibre fragile, reflétant en partie une offre surabondante et une demande encore trop faible.

- L'incertitude politique en France continue à se traduire par un écartement du « spread » (différence entre 2 taux) entre le taux français à 10 ans et le taux allemand ainsi que par la poursuite de la réduction de l'écart avec les taux espagnols et italiens à 10 ans. Le mouvement reste graduel mais il est persistant ces dernières semaines, en attendant que des signes tangibles de stabilisation de la situation politique hexagonale se manifestent. Par ailleurs, les incertitudes sur la politique que mènera D. Trump s'est traduite par une nette remontée du taux à 10 ans américain que les taux européens n'ont suivi qu'en partie. Cela a pesé sur l'euro qui s'est rapproché de la parité contre le billet vert.

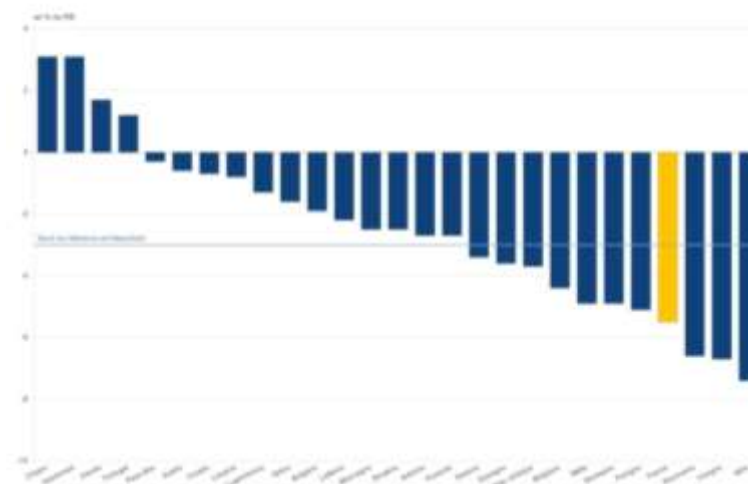
Texte rédigé par Alain Henriot dans le cadre des publications économiques par la Banque Postale (Contributeurs P. Aurain, M. Blanchet, C. Ponton, R. Rabeantoandro, R. Shah)

Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères en 2023

| Pays | Solde des finances publiques en % du PIB | Dette publique en % du PIB | Indicateur CPO en % | Taux d'intérêt à long terme en % |
|---------------------|--|----------------------------|---------------------|----------------------------------|
| Allemagne | -2,5 | 66,6 | 63 | 2,40 |
| Autriche | -2,7 | 75,6 | 57 | 3,00 |
| Belgique | -4,4 | 106,2 | 23 | 5,00 |
| Bulgarie | -1,9 | 20,1 | 86 | 2,70 |
| Chypre | 3,1 | 70,2 | 53 | 3,91 |
| Croatie | -1,7 | 43,5 | 64 | 3,80 |
| Danemark | 3,1 | 26,8 | 68 | 2,94 |
| Espagne | -1,0 | 107,7 | 24 | 3,40 |
| Estonie | -0,4 | 16,4 | 91 | 2,90 |
| France | -2,7 | 110,5 | 43 | 3,04 |
| France | -2,8 | 110,6 | 43 | 3,06 |
| Grèce | -1,6 | 181,9 | 42 | 4,00 |
| Hongrie | -2,7 | 72,3 | 110 | 1,50 |
| Irlande | 1,3 | 43,7 | 62 | 2,87 |
| Italie | -2,4 | 127,8 | 58 | 4,20 |
| Lettonie | -2,2 | 40,0 | 61 | 3,80 |
| Lituanie | -0,9 | 36,3 | 67 | 2,80 |
| Luxembourg | 1,3 | 25,7 | 29 | 2,97 |
| Malte | -0,5 | 16,4 | 54 | 3,21 |
| Pays-Bas | -0,1 | 46,2 | 41 | 2,70 |
| Pologne | 0,1 | 46,4 | 100 | 5,80 |
| Portugal | 1,2 | 99,1 | 51 | 3,24 |
| République tchèque | -1,7 | 44,0 | 120 | 4,40 |
| Roumanie | -0,1 | 40,0 | 67 | 3,71 |
| Royaume-Uni | -4,9 | 101,0 | 11,0 | 3,80 |
| Slovaquie | -1,3 | 46,2 | 72 | 3,40 |
| Suède | -0,6 | 31,2 | 59 | 3,31 |
| Valeur de référence | -0,9 | 60,0 | 53 | 4,00 |

Lecture : en 2023, la dette publique de la France atteint 110,5 % du produit intérieur brut (PIB).
Sources : Banque centrale européenne ; Eurostat (extraction du 18 juin 2024).

Solde des finances publiques en 2023



Données INSEE

b) Contexte national

| | |
|-------------------|---|
| 05/12/2024 | Démission du Gouvernement à la suite de la motion de censure du gouvernement sur le PLFSS (art. 49 alinéa 3 Constitution) et suspension des débats au Parlement sur les textes financiers |
| 09/12/2024 | Avis du Conseil d'État relatif à l'interprétation de l'article 45 LOLF (notamment sur l'intégration des prélèvements sur recettes) |
| 11/12/2024 | Dépôt à l'Assemblée Nationale du Projet de loi spéciale |
| 16/12/2024 | Adoption par l'Assemblée nationale |
| 18/12/2024 | Adoption par le Sénat |
| 20/12/2024 | Promulgation par le Président de la République |
| 30/12/2024 | Promulgation du décret n°2024-1253 portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics |
| 15/01/2025 | Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 au Sénat ; |

La loi spéciale, qui ne remplace pas le budget, permet de gérer une situation provisoire jusqu'à l'adoption de la loi de finances en 2025. Son périmètre est strictement circonscrit : elle autorise la perception des impôts et des ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles.

➤ Contenu de la loi spéciale

La loi spéciale contient quatre articles nécessaires à la continuité de la vie nationale et au fonctionnement des services publics, au fonctionnement régulier de l'État, des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale.

Article 1 : En attendant l'entrée en vigueur d'une nouvelle LFI, cet article autorise la perception des ressources de l'État mais aussi des impositions de toutes natures affectées à d'autres personnes morales que l'État. Les impositions des collectivités locales sont donc bien concernées par cet article. Ces dernières percevront les douzièmes de fiscalité conformément aux règles de calcul en vigueur (132,9 Md€ ouverts dans le décret au titre des services votés sur le compte d'avances aux collectivités locales).

Article 2 : Cet article a été ajouté par l'Assemblée Nationale afin de garantir la perception par les collectivités locales des prélèvements opérés sur les recettes de l'État.

Article 3 : Cet article autorise le Ministre chargé des finances à procéder à l'emprunt jusqu'à l'entrée en vigueur de la LFI.

Article 4 : Cet article autorise différents organismes sociaux (ACOSS, CPR, CANSSM, CNRACL) à recourir à des ressources non permanentes pour la couverture de leurs besoins de trésorerie, dans l'attente du vote de la LFSS. Cet article vise à garantir la continuité des paiements et remboursements des prestations de Sécurité Sociale début 2025.

➤ Impacts sur les collectivités territoriales

- Hausse du taux CNRACL annoncée pour 3 points : un décret entérinant cette hausse pourrait être pris courant janvier 2025
- Revalorisation forfaitaire des bases des valeurs locatives cadastrales (FB et FNB) annoncé à 1.7%
- Le taux de cotisation d'assurance maladie des agents affiliés à la CNRACL est fixé au 1^{er} janvier 2025, comme en 2023, à 9.88% après 8.88% en 2024. La baisse de 2024 visait à compenser la hausse simultanée d'un point de la cotisation employeur CNRACL est donc annulée.

En raison des travaux parlementaires en cours et des études réalisées par la Banque Postale (Banque levraut) ou Stratorial Finances), voici les mesures de la PLF 2025 initiale amendées par le Sénat qui risquent de s'appliquer aux collectivités :

- Baisse de la Dotation de Compensation de Réforme de la Taxe Professionnelle avec une baisse moyenne de l'enveloppe estimée à 15%.
- Baisse du Fond Départemental de Taxe Professionnelle
- Hausse de la dotation d'intercommunalité financée par l'écrêtement des DGF des communes et de la dotation de compensation des EPCI.
- Gel du montant de fraction de TVA de 2024 pour 2025. En fin d'année 2024, le montant attribué a été revu à la baisse pour beaucoup de collectivités car l'estimation de début 2024 a été trop optimiste. Il est envisagé, à compter de 2026, que les collectivités percevront la fraction de TVA leur revenant sur la TVA réellement encaissée l'année d'avant.
- Abandon de la baisse du taux de FCTVA et de la non prise en charge des dépenses de fonctionnement dans le calcul. Le calendrier de versement du FCTVA est maintenu.
- En l'absence de Loi de Finances, l'attribution des subventions : Fond Vert, DETR ou DSIL sur les programmes déposés en 2025 ne pourront pas être obtenues sans texte définitif, par contre les subventions obtenues continueront à être versées.
- Concernant la revalorisation des allocations compensatrices pour la réduction des bases des locaux industriels ou pour la perte de taxe sur les logements vacants, celle-ci s'appliquera une fois que la LF sera votée.
- Le Fond de Réserve (contribution des collectivités aux dépenses de l'Etat), prévu au sein de la PLF 2025 amendée par le Sénat, sera certainement mise en œuvre. Les graphiques ci-dessous élaborés par la Banque Postale expliquent ce dispositif.

| PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT | AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ |
|--|---|
| <p>Montant du prélèvement</p> <ul style="list-style-type: none"> Différence entre le besoin de financement des collectivités locales prévu au PLF n-1 et le besoin de financement constaté la même année. Au prorata des recettes fiscales versées par l'intermédiaire du compte d'avances (taxes foncières et d'habitation, TEOM, CFE, IFER, TASCOM, taxe GEMAPI, imposition sur les pylônes, fractions de TVA, TICFE, taxe sur les éoliennes maritimes...) Plafonné à 2 % (1 % pour les départements) des recettes réelles de fonctionnement hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes de personnel liées à la mutualisation des services entre EPCI et communes et, pour les communes de la Métropole du Grand Paris, montants versés à leur EPT au titre du FCCT À l'exclusion des collectivités les plus défavorisées au regard de leur classement pour les dotations de péréquation, ou pour les départements de leur indice de fragilité sociale | <p>Montant du prélèvement</p> <ul style="list-style-type: none"> Fixé à 1 MDE Départi entre les trois catégories (bloc communal ; départements ; régions, CTU et Mayotte) au prorata : <ul style="list-style-type: none"> Pour moitié, des recettes réelles de fonctionnement (RRF) Pour moitié, du taux d'épargne brute moyen Montant du prélèvement du bloc communal réparti en deux moitiés (50 % pour les communes, 50 % pour les EPCI) Montant individuel calculé en fonction : <ul style="list-style-type: none"> Pour les communes et EPCI : de la population et de l'écart à 1,1 de la moyenne de leur indice synthétique de ressource et de charge (ISRC) associant potentiel financier (ou fiscal) et revenu par habitant. Pour les départements : de leur population et de leur indice de fragilité sociale inférieur à la médiane Pour les régions, CTU et Mayotte : de leur population Plafonné à 2 % des RRF hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes communales de personnel liées à la mutualisation des services avec leur EPCI et, pour les communes de la MGP, montants versés à leur EPT au titre du FCCT |
| <p>Modalités de reversement</p> <ul style="list-style-type: none"> Pendant les trois années suivant le prélèvement, par tiers Au bénéfice de chacune des collectivités contributrices | <p>Modalités de reversement</p> <ul style="list-style-type: none"> Pendant les trois années suivant le prélèvement, par tiers À hauteur de 90 %, au bénéfice de chacune des collectivités contributrices À hauteur de 10 %, au bénéfice de chacun des fonds de péréquation « horizontaux » (FPIC, Fonds DMTO, Fonds de solidarité des ressources régionales) |

| Type de collectivité | PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT | | AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ | |
|----------------------|--|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de collectivités | Montant global | Nombre de collectivités | Montant global |
| Communes* | 205 | 603,0 M€ | 2 389 | 257,2 M€ |
| EPCI** et EPT | 206 | 511,2 M€ | 131 | 239,4 M€ |
| Départements | 75 | 528,1 M€ | 48 | 224,3 M€ |
| Régions et CTU | 12 | 529,8 M€ | 12 | 279,1 M€ |

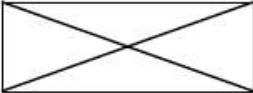
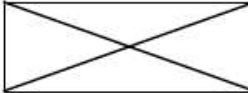
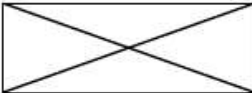
Informations de la Banque Postale après interprétation, si nécessaire, du texte sénatorial
 * selon la ville de Paris
 ** selon la Métropole de Lyon

3) Situation budgétaire de la collectivité

La CC Cœur de Chartreuse dispose d'un budget général et de 9 budgets annexes. En 2024, la nomenclature M14 a été abandonnée pour passer à la nouvelle nomenclature comptable M57 avec les nouvelles durées d'amortissement et un calcul dès l'acquisition au prorata temporis.

| | |
|--|--|
| <p align="center">BUDGET GENERAL M57</p> | <p>La CC Cœur de Chartreuse a réintégré au sein de son budget général l'actif et les emprunts liés à la compétence ski alpin suite à la dissolution de l'EPIC Cœur de Chartreuse et à la clôture du budget annexe domaines skiables lié à la régie intéressée depuis l'exercice 2023. Par ce jeu d'écritures, les écritures d'amortissement et le règlement des emprunts ont modifié les équilibres budgétaires des années antérieures. La section d'investissement est en suréquilibre avec de forts amortissements (écritures d'ordre).</p> <p>Les principales évolutions budgétaires sur 2024 pour ce budget se caractérisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau des dépenses de fonctionnement par la prise en charge financière de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement sur les périodes des petites vacances, la hausse du financement des structures d'accueil du jeune enfant, une stabilisation des dépenses à caractère général sur les autres domaines de compétences exercées par la collectivité. - au niveau des recettes de fonctionnement par la perception des DETR sur 2 programmes d'investissement, des recettes fiscales stables. - au niveau des dépenses d'investissement, les réalisations comptables n'ont pas été réalisées pour le programme « Friche de la Papeterie » en raison de la création d'un budget annexe dédié « ZAE du Moulin Neuf » au mois de novembre. - au niveau des recettes d'investissement, l'emprunt lié au rachat des parcelles de la ZA Champ Perroud a été perçu ainsi que des subventions pour financer des programmes d'investissement ont été versées. |
| <p align="center">BUDGET ANNEXE SPANC M49</p> | <p>La collectivité reverse des subventions octroyées par les conseils départementaux pour la réhabilitation des assainissements non conformes aux particuliers qui remplissent les conditions pour l'octroi de celle-ci. Cette année, les aides ont été moins sollicitées par les particuliers en raison de la météo notamment qui a décalé la réalisation des travaux finançables.</p> <p>En raison d'une vacance de poste sur ce budget, le budget général a refacturé du temps agent effectué par un agent formé sur les missions de technicien d'assainissement non collectif pour assurer les missions de continuité de services publics.</p> |

| | |
|--|--|
| BUDGET ANNEXE IMMEUBLE DE BUREAUX M57 | L'aménagement et la réalisation de la 3 ^{ème} tranche du Pôle Tertiaire a été finalisée avec quelques travaux d'équipement de salles ou de signalétiques extérieures. L'Écowork et les salles de réunions ont connu leur première année de fonctionnement avec des nouvelles dépenses et des nouvelles recettes. |
| BUDGET ANNEXE ZI-ZA M57 | Les études ou acquisitions de parcelles sur les zones d'activités se poursuivent conformément aux écritures budgétaires. |
| BUDGET ANNEXE STATION-SERVICE M4 | Le budget station-service propose un service de proximité très utilisé par les habitants du massif, les entreprises et les touristes. Pour 2024, la vente totale de carburants s'élève à 625 000 litres tous carburants confondus avec 22 491 transactions. |
| BUDGET ANNEXE DECHETS M57 | Suite à l'application de la nouvelle réglementation en matière de bio-déchets, des dépenses plus conséquentes que les années antérieures ont été réalisées sur l'exercice 2024 : achat de composteurs collectifs ou individuels avec du temps agent dédié plus important (Chargé de prévention déchets). La collectivité a lancé fin du dernier trimestre 2024 une collecte dédiée pour les cartons bruns sur plusieurs communes du territoire afin de réduire les coûts liés au traitement des déchets ménagers. |
| BUDGET ANNEXE COTTAVOZ M57 | |
| BUDGET ANNEXE COOPERATIVE M57 | Les écritures comptables de ce budget sont calées sur le bail emphytéotique signé avec la Coopérative Laitière. |
| BUDGET ANNEXE SKI ALPIN M43 | Ce budget annexe retrace les écritures comptables pour le site alpin du Désert d'Entremont et les dépenses de fonctionnement pour le site alpin Saint-Pierre-de-Chartreuse/Le Planolet (assurances, électricité...). |
| BUDGET ANNEXE ZAE DU MOULIN NEUF M57 | Après les travaux de démolitions de la friche effectués par l'EPFL, les travaux d'aménagement de la friche de la papeterie sont en cours, et, les réalisations comptables sont conformes aux prévisions budgétaires. |

| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Budget Principal | Budget Principal | Budget Principal | Budget Principal | Budget Principal |
| Budget annexe SPANC | Budget annexe SPANC | Budget annexe SPANC | Budget annexe SPANC | Budget annexe SPANC |
| Budget annexe immeuble de bureaux | Budget annexe immeuble de bureaux | Budget annexe immeuble de bureaux | Budget annexe immeuble de bureaux | Budget annexe immeuble de bureaux |
| Budget annexe Zones industrielles (Grange Venin, Le petit Chenevey et extension Zi Chartreuse Guiers) | Budget annexe Zones industrielles (Grange Venin, Le petit Chenevey et extension Zi Chartreuse Guiers) | Budget annexe Zones industrielles (Grange Venin, Le petit Chenevey et extension Zi Chartreuse Guiers) | Budget annexe Zones industrielles (Grange Venin, Le petit Chenevey et extension Zi Chartreuse Guiers) | Budget annexe Zones industrielles (Grange Venin, Le petit Chenevey et extension Zi Chartreuse Guiers) |
| Budget annexe station service | Budget annexe station service | Budget annexe station service | Budget annexe station service | Budget annexe station service |
| Budget annexe déchets | Budget annexe déchets | Budget annexe déchets | Budget annexe déchets | Budget annexe déchets |
| Budget annexe Cottavoz | Budget annexe Cottavoz | Budget annexe Cottavoz | Budget annexe Cottavoz | Budget annexe Cottavoz |
| Budget annexe Coopérative Laitière | Budget annexe Coopérative Laitière | Budget annexe Coopérative Laitière | Budget annexe Coopérative Laitière | Budget annexe Coopérative Laitière |
| Budget annexe Domaines Skiabiles | Budget annexe Domaines Skiabiles | Budget annexe Domaines Skiabiles |  |  |
|  | Budget annexe Ski Alpin | Budget annexe Ski Alpin | Budget annexe Ski Alpin | Budget annexe Ski Alpin |
| | | | Budget annexe ZAE du Moulin Neuf | Budget annexe ZAE du Moulin Neuf |

| DEPENSES | | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|----------------|----------------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| Fonctionnement | BUDGET GENERAL | 5 640 474.17 € | 5 835 124.50 € | 5 561 506.79 € | 5 826 053.78 € | 7 817 264.46 € |
| Investissement | | 1 340 120.00 € | 1 856 580.06 € | 2 531 664.39 € | 879 749.84 € | 3 085 015.66 € |
| Fonctionnement | BUDGET SPANC | 153 733.25 € | 121 565.17 € | 136 348.59 € | 123 692.29 € | 129 678.35 € |
| Investissement | | 926.40 € | 5 308.80 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| Fonctionnement | BUDGET IMMEUBLE DE BUREAUX | 77 353.09 € | 76 319.01 € | 78 550.30 € | 85 980.30 € | 115 408.96 € |
| Investissement | | 94 840.60 € | 92 118.27 € | 121 549.67 € | 102 348.53 € | 1 362 148.17 € |
| Fonctionnement | BUDGET ZI / ZA | 136 879.96 € | 9 287.39 € | 137 011.43 € | 173 913.28 € | 219 080.92 € |
| Investissement | | 136 879.96 € | 0.00 € | 146 167.35 € | 146 167.35 € | 206 223.05 € |
| Fonctionnement | BUDGET STATION SERVICE | 827 861.73 € | 695 536.82 € | 897 877.97 € | 913 084.94 € | 971 848.68 € |
| Investissement | | 17 816.66 € | 18 180.48 € | 38 192.64 € | 18 955.34 € | 24 782.51 € |
| Fonctionnement | BUDGET DECHETS | 2 068 211.98 € | 2 072 958.27 € | 2 172 435.68 € | 2 102 060.15 € | 2 303 600.47 € |
| Investissement | | 17 387.33 € | 30 992.55 € | 62 239.16 € | 7 291.70 € | 87 891.85 € |
| Fonctionnement | BUDGET COTTAVOZ | 0.00 € | 0.00 € | 3 520.00 € | 133 350.96 € | 77 614.36 € |
| Investissement | | 154 860.50 € | 20 074.31 € | 2 490.00 € | 1 348 751.55 € | 4 095 208.80 € |
| Fonctionnement | BUDGET COOPERATIVE | 17 126.50 € | 16 978.37 € | 13 223.77 € | 17 783.15 € | 27 601.15 € |
| Investissement | | 16 869.77 € | 10 851.84 € | 9 163.20 € | 9 364.79 € | 123 249.83 € |
| Fonctionnement | BUDGET DOMAINE SKIABLE | | | 0.00 € | 1 150 711.18 € | |
| Investissement | | | | 0.00 € | 262 945.89 € | |
| Fonctionnement | BUDGET SKI ALPIN | | | | 0.00 € | 145 988.96 € |
| Investissement | | | | | 0.00 € | 0.00 € |
| Fonctionnement | BUDGET ZAE DU MOULIN NEUF | | | | | |
| Investissement | | | | | | |
| Fonctionnement | TOTAL AGREGE DES BUDGETS | 8 921 640.68 € | 8 827 769.53 € | 9 000 474.53 € | 10 526 630.03 € | 11 808 086.31 € |
| Investissement | | 1 779 701.22 € | 2 034 106.31 € | 2 911 466.41 € | 2 775 574.99 € | 8 984 519.87 € |

Données issues de la DGFIP

Les données présentées correspondent à la somme du budget principal et des budgets annexes. Les informations disponibles fournissent donc une approche consolidée des comptes de la collectivité, retraitée des flux réciproques.

La section de fonctionnement présente, en recettes, le produit des impôts locaux (net des restitutions sur impôts locaux – les attributions de compensations), le montant des reversements, le produit des autres impôts et taxes, les dotations versées par l'État et les produits tirés de l'exploitation de services. Ces recettes de fonctionnement permettent de couvrir les dépenses de fonctionnement, à savoir principalement les charges de personnel, les participations obligatoires versées à certains organismes, mais aussi les intérêts de la dette ou encore les subventions versées aux associations.

La section d'investissement retrace, en dépenses, les investissements réalisés par la collectivité mais aussi le remboursement en capital des emprunts. La collectivité finance ses dépenses d'investissement grâce à des recettes d'investissement (principalement des emprunts nouveaux, voire des subventions) et par l'autofinancement dégagé au niveau de la section de fonctionnement.

Interprétation des données relatives à la section de fonctionnement : Le résultat comptable enregistré par le groupement (c'est-à-dire le résultat de la section de fonctionnement) traduit la couverture (ou non) des dépenses de fonctionnement par les recettes de fonctionnement.

Interprétation des données relatives à la section d'investissement : Les emprunts souscrits en cours d'année pour couvrir de nouvelles dépenses d'équipement figurent en recettes d'investissement. Les remboursements en capital des emprunts souscrits antérieurement figurent en dépenses d'investissement.

Interprétation des données relatives à l'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est l'excédent de ressources dégagé par le groupement au niveau de sa section de fonctionnement qui pourra être utilisé notamment pour rembourser des emprunts et/ou pour financer de nouveaux investissements. Dans le secteur des collectivités locales, la CAF dégagée au titre d'un exercice (appelée «CAF brute») doit permettre, par principe, de couvrir les remboursements en capital des emprunts antérieurement souscrits. En d'autres termes, la «CAF nette» des remboursements en capital des emprunts doit être positive.

L'encours total arrêté au 31 décembre représente le capital restant dû de l'ensemble des emprunts et des dettes souscrits précédemment par la collectivité. L'encours des dettes bancaires et assimilées est constitué par la somme en capital des dettes bancaires et assimilées que le groupement doit rembourser au 31 décembre. L'encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques est constitué par la somme en capital des dettes bancaires et assimilées que le groupement doit rembourser au 31 décembre moins le solde restant à percevoir du montant de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des contrats d'emprunt à risques dont la clôture s'accompagne d'une indemnité de remboursement capitalisée. L'annuité de la dette se définit comme la somme des intérêts des emprunts, qui constituent une des charges de la section de fonctionnement, et du montant du remboursement du capital qui figure parmi les dépenses d'investissement.

| En milliers d'euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | 7 305.00 € | 7 311.00 € | 7 810.00 € | 9 259.00 € | 10 097.00 € |
| Produits de fonctionnement capacité d'auto financement (CAF) | 7 234.00 € | 7 086.00 € | 7 625.00 € | 9 156.00 € | 9 016.00 € |
| dont * impôts locaux | 3 161.00 € | 3 225.00 € | 2 367.00 € | 2 500.00 € | 2 202.00 € |
| * reversement de fiscalité (attribution de compensation aux communes) | -1 495.00 € | -1 495.00 € | -1 510.00 € | -1 397.00 € | -1 434.00 € |
| * autres impôts et taxes | 2 000.00 € | 2 048.00 € | 2 657.00 € | 2 785.00 € | 3 513.00 € |
| * dotation globale de fonctionnement | 856.00 € | 844.00 € | 844.00 € | 844.00 € | 993.00 € |
| * Autres dotations et participations | | | | 1 852.00 € | 1 580.00 € |
| * Fctva | 1.00 € | 3.00 € | 10.00 € | 6.00 € | 2.00 € |
| * Produits des services et domaines | 1 684.00 € | 1 455.00 € | 1 859.00 € | 2 616.00 € | 1 987.00 € |
| TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | 6 953.00 € | 6 992.00 € | 7 029.00 € | 8 594.00 € | 9 845.00 € |
| Charges de fonctionnement capacité d'auto financement (CAF) | 6 389.00 € | 6 412.00 € | 6 504.00 € | 8 100.00 € | 7 740.00 € |
| dont * charges de personnel | 1 285.00 € | 1 367.00 € | 1 380.00 € | 1 934.00 € | 1 682.00 € |
| * achat et charges externes | 3 395.00 € | 3 317.00 € | 3 509.00 € | 4 463.00 € | 4 272.00 € |
| * charges financières | 97.00 € | 89.00 € | 70.00 € | 117.00 € | 188.00 € |
| * subventions versées | 1 152.00 € | 1 121.00 € | 1 050.00 € | 1 098.00 € | 1 109.00 € |
| RESULTAT COMPTABLE = A - B = R | 352.00 € | 320.00 € | 782.00 € | 665.00 € | 252.00 € |
| OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | 1 887.00 € | 2 273.00 € | 2 513.00 € | 5 716.00 € | 5 017.00 € |
| dont * emprunts bancaires et dettes assimilées | 96.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 4 000.00 € | 1 026.00 € |
| * subvention reçues | 706.00 € | 1 350.00 € | 95.00 € | 310.00 € | 542.00 € |
| * FCTVA | 226.00 € | 88.00 € | 145.00 € | 218.00 € | 159.00 € |
| TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | 1 780.00 € | 2 034.00 € | 2 911.00 € | 3 415.00 € | 8 233.00 € |
| dont * dépenses d'équipement | 1 254.00 € | 536.00 € | 761.00 € | 2 369.00 € | 1 928.00 € |
| * remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 305.00 € | 320.00 € | 330.00 € | 568.00 € | 4 573.00 € |
| AUTOFINANCEMENT | | | | | |
| Capacité d'autofinancement = CAF | 845.00 € | 673.00 € | 1 121.00 € | 1 056.00 € | 1 276.00 € |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 541.00 € | 320.00 € | 790.00 € | 489.00 € | -3 297.00 € |
| ENDETTEMENT | | | | | |
| Encours total de la dette au 31/12/N | 3 911.00 € | 3 583.00 € | 3 243.00 € | 6 684.00 € | 5 364.00 € |
| Encours des dettes bancaires et assimilées | 3 728.00 € | 3 408.00 € | 3 078.00 € | 6 510.00 € | 4 930.00 € |
| Encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques | 3 728.00 € | 3 408.00 € | 3 078.00 € | 6 510.00 € | 4 930.00 € |
| Annuité de la dette | 401.00 € | 408.00 € | 399.00 € | 682.00 € | 4 737.00 € |

| En euros par habitant | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | 422.00 € | 421.00 € | 449.00 € | 532.00 € | 580.00 € |
| Produits de fonctionnement capacité d'auto financement (CAF) | 418.00 € | 408.00 € | 438.00 € | 526.00 € | 518.00 € |
| dont * impôts locaux | 182.00 € | 186.00 € | 136.00 € | 144.00 € | 126.00 € |
| * reversement de fiscalité (attribution de compensation aux communes) | -86.00 € | -86.00 € | -87.00 € | -80.00 € | -82.00 € |
| * autres impôts et taxes | 115.00 € | 118.00 € | 153.00 € | 160.00 € | 202.00 € |
| * dotation globale de fonctionnement | 49.00 € | 49.00 € | 48.00 € | 48.00 € | 57.00 € |
| * Autres dotations et participations | | | | | 91.00 € |
| * Fctva | 0.00 € | 0.00 € | 1.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| * Produit des services et domaine | 97.00 € | 84.00 € | 107.00 € | 150.00 € | 114.00 € |
| TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | 401.00 € | 402.00 € | 404.00 € | 494.00 € | 565.00 € |
| Charges de fonctionnement capacité d'auto financement (CAF) | 369.00 € | 369.00 € | 374.00 € | 465.00 € | 444.00 € |
| dont * charges de personnel | 74.00 € | 79.00 € | 79.00 € | 111.00 € | 97.00 € |
| * achat et charges externes | 196.00 € | 19.00 € | 202.00 € | 256.00 € | 245.00 € |
| * charges financières | 6.00 € | 5.00 € | 4.00 € | 7.00 € | 11.00 € |
| * subventions versées | 66.00 € | 64.00 € | 60.00 € | 63.00 € | 64.00 € |
| RESULTAT COMPTABLE = A - B = R | 20.00 € | 18.00 € | 45.00 € | 38.00 € | 14.00 € |
| OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | 109.00 € | 131.00 € | 144.00 € | 328.00 € | 288.00 € |
| dont * emprunts bancaires et dettes assimilées | 6.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 230.00 € | 59.00 € |
| * subvention reçues | 41.00 € | 78.00 € | 5.00 € | 18.00 € | 31.00 € |
| * FCTVA | 13.00 € | 5.00 € | 8.00 € | 13.00 € | 9.00 € |
| TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | 103.00 € | 117.00 € | 167.00 € | 196.00 € | 473.00 € |
| dont * dépenses d'équipement | 72.00 € | 33.00 € | 44.00 € | 136.00 € | 111.00 € |
| * remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 18.00 € | 18.00 € | 19.00 € | 33.00 € | 262.00 € |
| AUTOFINANCEMENT | | | | | |
| Capacité d'autofinancement = CAF | 49.00 € | 39.00 € | 64.00 € | 61.00 € | 73.00 € |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 31.00 € | 20.00 € | 45.00 € | 28.00 € | -189.00 € |
| ENDETTEMENT | | | | | |
| Encours total de la dette au 31/12/N | 226.00 € | 206.00 € | 186.00 € | 384.00 € | 308.00 € |
| Encours des dettes bancaires et assimilées | 215.00 € | 196.00 € | 177.00 € | 374.00 € | 283.00 € |
| Encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques | 215.00 € | 196.00 € | 177.00 € | 374.00 € | 283.00 € |
| Annuité de la dette | 23.00 € | 23.00 € | 23.00 € | 39.00 € | 272.00 € |

| Chiffres Clés | En milliers d'euros | | | | En euros par habitant | | | |
|---|---------------------|------------|------------|-------------|-----------------------|----------|----------|----------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | 7 311.00 € | 7 810.00 € | 9 259.00 € | 10 097.00 € | 421.00 € | 449.00 € | 532.00 € | 580.00 € |
| TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | 6 992.00 € | 7 029.00 € | 8 594.00 € | 9 845.00 € | 402.00 € | 404.00 € | 494.00 € | 565.00 € |
| RESULTAT COMPTABLE (A - B = R) | 320.00 € | 785.00 € | 665.00 € | 252.00 € | 18.00 € | 45.00 € | 38.00 € | 14.00 € |
| TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | 2 273.00 € | 2 513.00 € | 5 716.00 € | 5 017.00 € | 131.00 € | 144.00 € | 328.00 € | 288.00 € |
| TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | 2 034.00 € | 2 911.00 € | 3 415.00 € | 8 233.00 € | 117.00 € | 167.00 € | 196.00 € | 473.00 € |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF | 673.00 € | 1 121.00 € | 1 056.00 € | 1 276.00 € | 39.00 € | 64.00 € | 61.00 € | 73.00 € |
| Encours de la dette au 31/12/N | 3 583.00 € | 3 243.00 € | 6 684.00 € | 5 364.00 € | 206.00 € | 186.00 € | 39.00 € | 308.00 € |

Données issues de la DGFIP

a) Le fonctionnement

L'estimation du résultat de fonctionnement du budget général au 22/01/2025, sans pointage avec les services du Trésor Public et sans reprise des excédents antérieurs serait de 422 000€. Cet excédent s'explique par une absence de virement à l'investissement, la perception de 149 000€ de DETR et par la vente du bâtiment la Diat (108 480€).

i) Recettes de fonctionnement du budget général et des budgets annexes

(1) Recettes liées aux facturations aux redevables (budget général) – Chapitre 70

Le chapitre 70 du budget général comprend :

- les revenus des services publics (halte-garderie, forfaits et locations du domaine skiable du Désert d'Entremont, péage cirque de Saint Même)
- les revenus liés à la vente de l'électricité (panneaux photovoltaïques).
- les refacturations avec les communes liées à des conventions sur différents sujets : en matière d'instruction du droit des sols, pour les services proposés par la maison de l'emploi, pour la destruction des frelons asiatiques ou d'autres thématiques en fonction des années.

(2) La fiscalité directe de la collectivité (budget général et budget annexe déchets)

La communauté de communes vote ses propres taux de taxes foncières et CFE.

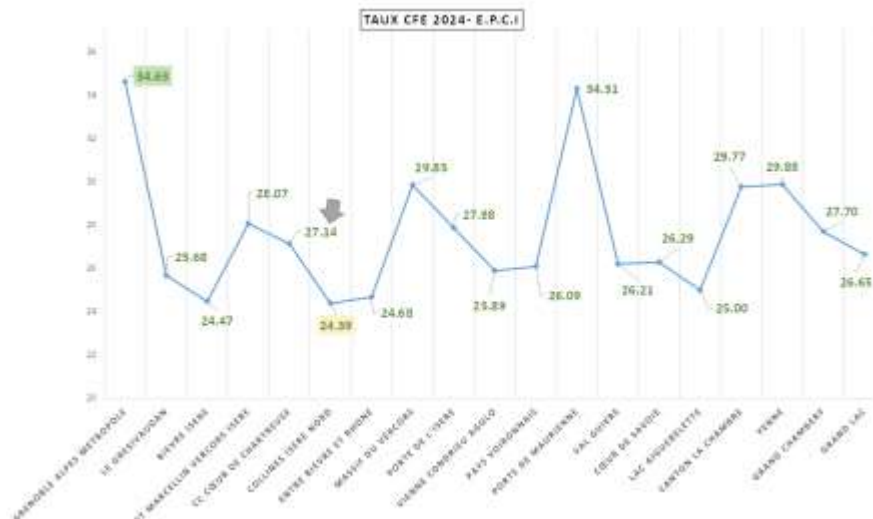
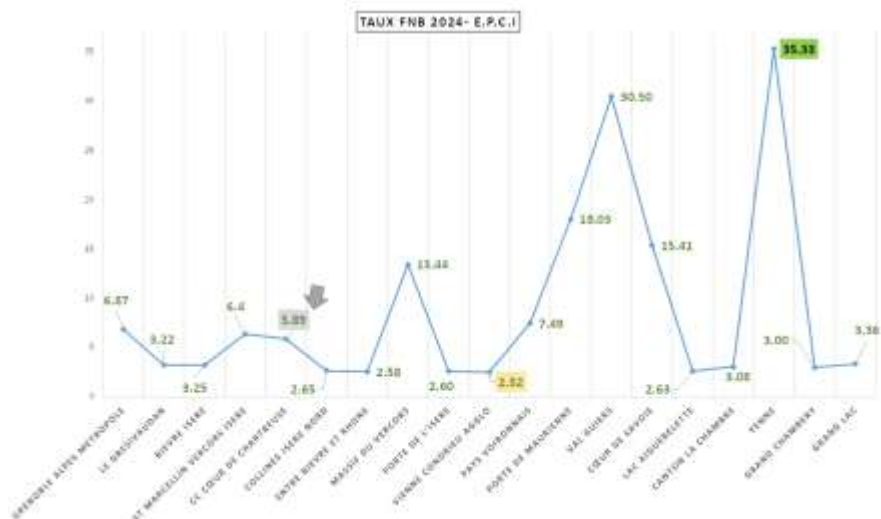
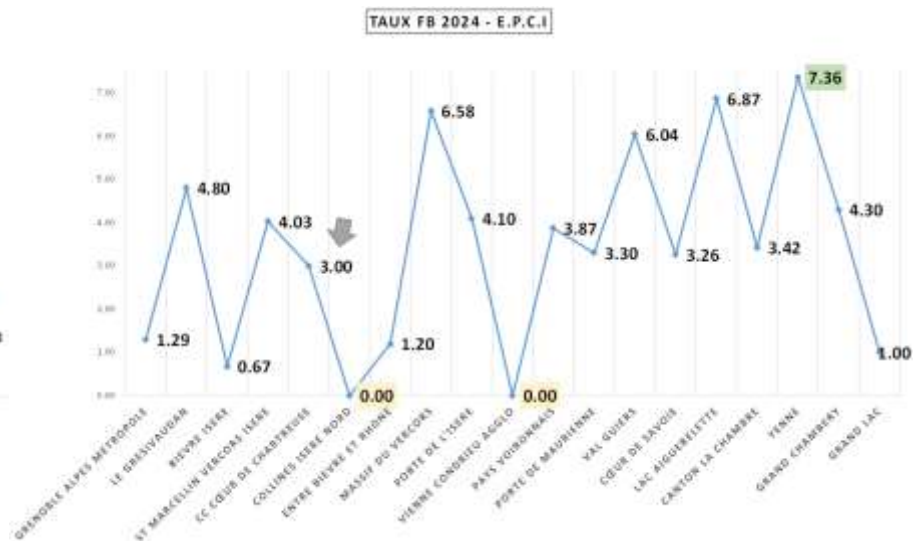
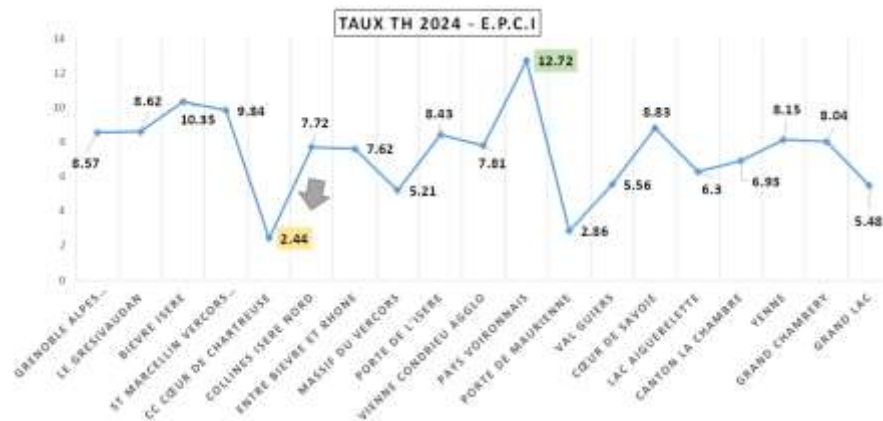
En 2024, les taux votés ont été les suivants :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : **2.44 %**
- Taxe foncière bâti : **3 %**
- Taxe foncière non bâti : **5.89 %**
- CFE : **27.14 %**

TAUX VOTES DES EPCI - 2024

| E.P.C.I 38 | TH | FB | FNB | CFE |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| | | | | |
| GRANDE ALPES METROPOL | 8.57 | 1.29 | 6.97 | 34.63 |
| LE GRESVIN/OAM | 9.62 | 8.80 | 3.22 | 25.68 |
| BREVE ISERE | 10.35 | 0.67 | 3.25 | 24.47 |
| ST MARCELLIN VERCORIS ISERE | 9.84 | 8.03 | 6.4 | 28.07 |
| COEUR DE CHARTREUSE | 2.44 | 3.00 | 5.89 | 27.14 |
| COLLINES ISERE NORD | 7.72 | 0.00 | 2.80 | 24.88 |
| ENTRE BREVE ET RHONE | 7.62 | 1.20 | 2.58 | 24.88 |
| MASSIF DU VERCORS | 5.21 | 4.58 | 13.44 | 29.85 |
| PORTE DE L'ISERE | 8.43 | 4.10 | 2.60 | 27.88 |
| VENNE CONDRIEU AGGLO | 7.81 | 0.00 | 3.52 | 25.89 |
| PAYS VOIRONNAIS | 12.72 | 3.67 | 7.48 | 26.09 |
| PORTE DE MAURIENNE | 2.80 | 3.30 | 18.03 | 34.31 |
| VAL GAVERIS | 5.56 | 0.04 | 30.50 | 26.21 |
| CELAN DE SAVOIE | 8.89 | 3.26 | 15.41 | 26.29 |
| LAC ANIGUALETTE | 6.3 | 6.87 | 3.63 | 25.00 |
| CANTON LA CHAMARRE | 6.99 | 3.43 | 3.88 | 29.77 |
| FENNE | 8.15 | 7.38 | 20.33 | 29.88 |
| GRAND CHAMBERY | 3.04 | 4.30 | 3.80 | 27.70 |
| GRAND LAC | 5.88 | 1.00 | 3.38 | 26.60 |
| E.P.C.I 73 | | | | |

Taux n'ayant pas changé entre 2023 et 2024.



| | En milliers d'euros | | | Euros par habitant | | |
|---|---------------------|-------------|-------------|--------------------|------------|------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Bases nettes imposables au profit du GPP | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 3 605,00 € | 3 696,00 € | 4 379,00 € | 207,00 € | 212,00 € | 251,00 € |
| Foncier bâti | 17 109,00 € | 17 902,00 € | 18 344,00 € | 983,00 € | 1 029,00 € | 1 105,00 € |
| Foncier non bâti | 655,00 € | 662,00 € | 731,00 € | 38,00 € | 39,00 € | 42,00 € |
| Foncier non bâti (Taux additionnelle) | 29,00 € | 28,00 € | 29,00 € | 2,00 € | 2,00 € | 2,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité additionnelle) | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité professionnelle unique) | 1 896,00 € | 3 258,00 € | 3 470,00 € | 107,00 € | 187,00 € | 199,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité des collectivités) | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Réductions des bases accordées sur déléguations | | | | | | |
| Taxe d'habitation | - | - | - | - | - | - |
| Foncier bâti | 0,00 € | - | - | - | - | - |
| Foncier non bâti | 0,00 € | - | - | - | - | - |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité additionnelle) | 0,00 € | - | - | - | - | - |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité professionnelle unique) | 4,00 € | - | 5,00 € | - | - | - |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité des collectivités) | - | - | - | - | - | - |
| Produits des impôts locaux | | | | | | |
| Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants (dont GEMAPI) | 125,00 € | 125,00 € | 135,00 € | 7,00 € | 7,00 € | 8,00 € |
| Foncier bâti sur les propriétés bâties (dont GEMAPI) | 589,00 € | 607,00 € | 718,00 € | 34,00 € | 35,00 € | 41,00 € |
| Allocation compensatrice de foncier bâti - réduction 50% valeur locative des locaux industriels | - | - | 26,00 € | - | - | 2,00 € |
| Foncier non bâti | 51,00 € | 52,00 € | 63,00 € | 3,00 € | 2,00 € | 4,00 € |
| Foncier non bâti (Taux additionnelle) | 12,00 € | 12,00 € | 12,00 € | 1,00 € | 1,00 € | 1,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité additionnelle) | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité professionnelle unique) | 810,00 € | 912,00 € | 973,00 € | 47,00 € | 52,00 € | 56,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises (fiscalité des collectivités) | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Allocation compensatrice de CFE - réduction 50% valeur locative des établissements industriels | - | - | 404,00 € | - | - | 23,00 € |
| Produits des impôts de répartition | | | | | | |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (hors régimes fiscaux confondus) | 478,00 € | 484,00 € | - | 27,00 € | 28,00 € | - |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux | 118,00 € | 120,00 € | 131,00 € | 7,00 € | 7,00 € | 8,00 € |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 75,00 € | 81,00 € | 89,00 € | 4,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| Fractions de TVA (montant net N) | - | - | 1 151,00 € | - | - | 86,00 € |

Taxe de séjour (budget général)



La taxe de séjour a été instituée à compter du 1^{er} janvier 2019 au réel. La collecte de cette régie a été confiée à un tiers. Le coût de cette délégation est de 10 % du montant de la taxe de séjour réellement collectée.

Les hébergeurs et les plateformes d'hébergeurs (Booking, Aritel, AirBnb...) ont l'obligation de déclaration auprès de la collectivité et de reverser ainsi les montants de taxe de séjour collectés. Annuellement, la collectivité reverse aux deux départements la taxe additionnelle de 10% du montant collecté en N-1. À compter de 2024, les modalités de ce reversement ont évolué. La CC Cœur de Chartreuse effectue le titre dans son budget uniquement pour sa part de taxe de séjour. La part départementale est payée directement par le SGC au vu de la déclaration signée et des virements effectués sur le compte de dépôt de fonds.

Le tableau ci-dessous reprend les montants budgétaires de taxe de séjour brute perçue. A titre indicatif, la rémunération du tiers chargée de la collecte pour 2023 est de 12 148€ et la taxe départementale 2023 (38 et 73) est de 7542€.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
| Taxes de séjour | 22 817,84 € | 60 588,35 € | 84 299,81 € | 98 210,29 € | 103 400,01 € | 104 271,83 € |

Taxe GEMAPI (budget général)

Le produit de taxe GEMAPI envisagé augmente de 30 000€ pour participer notamment aux financements de travaux réalisés sur le territoire de la CC Cœur de Chartreuse.

TEOM (budget annexe Déchets)



Le budget annexe déchets a été créé en 2019 et le taux de TEOM est intégré dans ce budget annexe. Pour rappel, le taux de TEOM est passé à 10.90 % en 2022.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| TEOM | 10.60% | 10.60% | 10.60% | 10.60% | 10.90% | 10.90% | 10.90% |



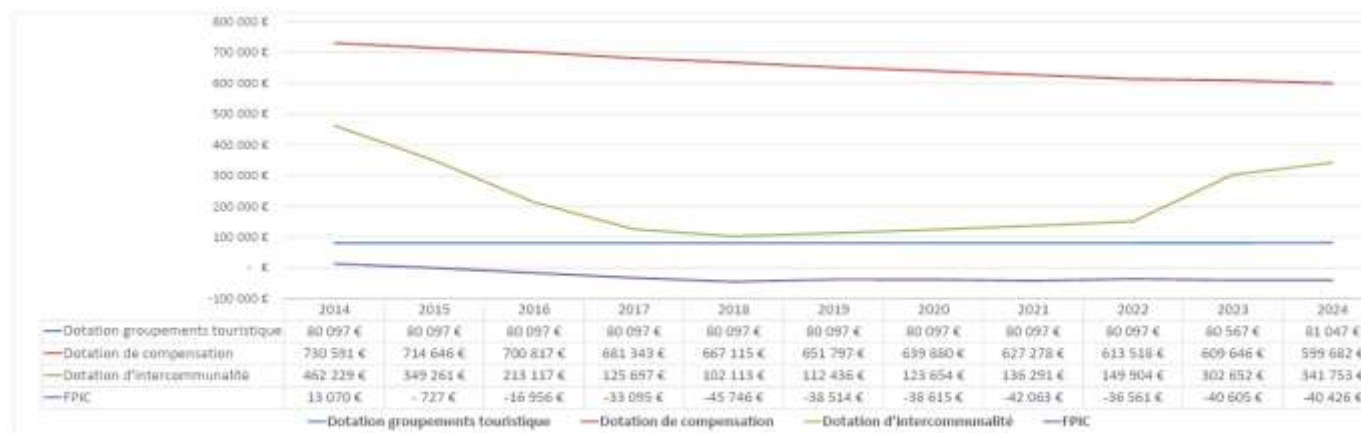
(3) Concours de l'État

La diminution des concours de l'État se décline par une baisse des dotations **depuis 2014**, soit pour la Communauté de Communes Cœur de Chartreuse une perte de dotations de **3 785 468 €**.

| DOTATIONS | DIFFERENCE 2014 à 2015 | 2016 | DIFFERENCE 2015 à 2016 | 2017 | DIFFERENCE 2016 à 2017 | 2018 | DIFFERENCE 2017 à 2018 | 2019 | DIFFERENCE 2018 à 2019 | 2020 | DIFFERENCE 2019 à 2020 | 2021 | DIFFERENCE 2020 à 2021 | 2022 | DIFFERENCE 2021 à 2022 | 2023 | DIFFERENCE 2022 à 2023 | 2024 | DIFFERENCE 2023 à 2024 |
|---------------------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| Dotation groupement touristique | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 097 € | 0 € | 80 567 € | 470 € | 81 057 € | 490 € |
| Dotation de compensation | -15 945 € | 700 817 € | -13 829 € | 681 343 € | -19 474 € | 667 115 € | -14 228 € | 651 797 € | -15 318 € | 639 880 € | -11 917 € | 627 278 € | -12 602 € | 613 518 € | -13 760 € | 609 646 € | -3 872 € | 599 682 € | -9 964 € |
| Dotation d'intercommunalité | -112 968 € | 213 117 € | -136 144 € | 125 697 € | -87 420 € | 102 113 € | -23 584 € | 112 436 € | 10 323 € | 123 654 € | 11 218 € | 136 291 € | 12 637 € | 149 904 € | 13 613 € | 302 652 € | 152 748 € | 341 753 € | 39 301 € |
| FPIC | -13 797 € | -16 956 € | -16 229 € | -33 095 € | -16 139 € | -45 746 € | -12 651 € | -38 514 € | 7 232 € | -38 615 € | -101 € | -42 063 € | -3 448 € | -36 561 € | 5 502 € | -40 605 € | -4 044 € | -40 426 € | 179 € |
| TOTAL | -142 710 € | 977 075 € | -166 202 € | 854 042 € | -123 033 € | 803 579 € | -50 463 € | 805 816 € | 2 237 € | 805 016 € | -800 € | 801 603 € | -3 413 € | 806 958 € | 5 355 € | -952 260 € | 145 302 € | -982 066 € | 29 806 € |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
| -142 710.00 € | DIFFERENCE 2016 à 2014 | -308 912.00 € | DIFFERENCE 2017 à 2014 | -431 945.00 € | DIFFERENCE 2018 à 2014 | -482 408.00 € | DIFFERENCE 2019 à 2014 | -480 171.00 € | DIFFERENCE 2020 à 2014 | -480 971.00 € | DIFFERENCE 2021 à 2014 | -484 384.00 € | DIFFERENCE 2022 à 2014 | -479 029.00 € | DIFFERENCE 2023 à 2014 | -311 727.00 € | DIFFERENCE 2024 à 2014 | -181 211.00 € |
| -3 785 468.00 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Cette baisse de recettes impacte fortement le budget de fonctionnement de la Communauté de Communes. La capacité d'autofinancement du budget principal et les possibilités d'investissement sont remises en cause chaque année.

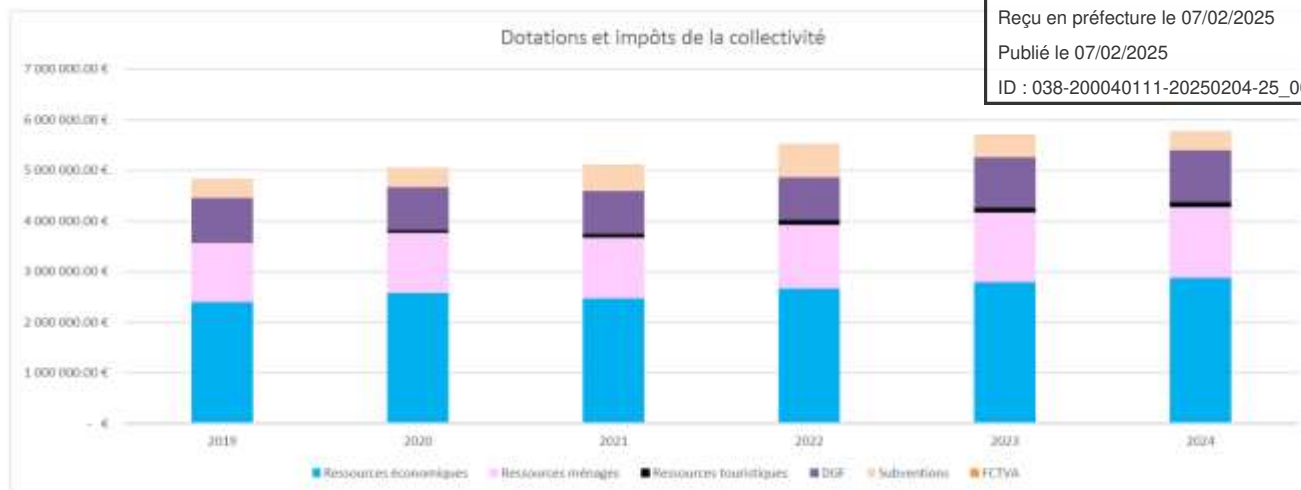


La dotation de compensation est une compensation versée aux EPCI au titre de la suppression de la taxe professionnelle historique. Cette dotation **diminue chaque année depuis 2014**. Pour information, depuis 2014, la perte pour la CC Cœur de Chartreuse est de **130 909€**. Cette dotation est une variable d'ajustement de l'ensemble des dotations de l'État, à ce titre, elle fait l'objet tous les ans d'une minoration. Par contre, depuis la Loi de Finances pour 2023, la CC Cœur de Chartreuse a bénéficié d'une majoration de sa dotation d'intercommunalité qui revient quasiment au montant perçu en 2015.

L'État a compensé la diminution des bases d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) des collectivités territoriales pour les années **2019, 2020 et 2021**. La perte de produits IFER Gaz station de compression en 2019 est de **106 940€**. La compensation de 2019 a été versée en 2020 pour **93 288 €**. La compensation de 2020 a été versée en 2021 pour **69 966 €**. La compensation de 2021 a été versée en 2022 pour **44 644 €**.

| IFER | 2018 | 2019 | Différence 2018 à 2019 | 2020 | Différence 2019 à 2020 | 2021 | Différence 2020 à 2021 | 2022 | Différence 2021 à 2022 | 2023 | Différence 2022 à 2023 | 2024 | Différence 2023 à 2024 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|
| IFER Centrale Hydraulique | 13 645 € | 13 820 € | 175 € | 15 872 € | 2 052 € | 15 969 € | 97 € | 16 207 € | 238 € | 16 903 € | 696 € | 18 719 € | 1 816 € |
| IFER Transformateurs électriques | 28 842 € | 29 248 € | 406 € | 29 540 € | 292 € | 29 717 € | 177 € | 30 164 € | 447 € | 31 461 € | 1 297 € | 32 249 € | 788 € |
| IFER Station radioélectriques | 46 333 € | 48 861 € | 2 528 € | 52 988 € | 4 127 € | 53 306 € | 318 € | 56 526 € | 3 220 € | 58 901 € | 2 375 € | 65 851 € | 6 950 € |
| IFER Installations gazières et autres | 16 109 € | 16 317 € | 208 € | 16 454 € | 137 € | 16 555 € | 101 € | 16 795 € | 240 € | 17 512 € | 717 € | 17 950 € | 438 € |
| TOTAL | 104 929 € | 108 246 € | 3 317 € | 114 854 € | 6 608 € | 115 547 € | 693 € | 119 692 € | 4 145 € | 124 777 € | 5 085 € | 134 769 € | 8 992 € |

| IFER STATION DE COMPRESSION GAZ | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---------------------------------|-----------|------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| IFER Gaz Station de compression | 106 940 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Compensation IFER Perdue | | 0 € | 93 288 € | 69 966 € | 44 644 € | 0 € | 0 € |
| PERTE CCCC | | 106 940 € | 13 652 € | 36 974 € | 60 296 € | 106 940 € | 106 940 € |
| TOTAL PERTE IFER | | | | | 431 742 € | | |



| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Ressources économiques | 2 404 798.00 € | 2 582 716.00 € | 2 479 853.00 € | 2 670 131.00 € | 2 795 710.00 € | 2 877 758.00 € |
| Ressources ménages | 1 178 368.00 € | 1 185 059.00 € | 1 190 533.00 € | 1 255 415.00 € | 1 374 231.00 € | 1 396 422.00 € |
| Ressources touristiques | 22 817.84 € | 60 568.35 € | 84 299.81 € | 98 210.29 € | 103 400.01 € | 104 271.83 € |
| DGF | 856 478.00 € | 843 631.00 € | 843 666.00 € | 843 519.00 € | 993 175.00 € | 1 022 482.00 € |
| Subventions | 362 961.80 € | 375 460.98 € | 497 606.46 € | 652 927.63 € | 439 383.64 € | 369 248.75 € |
| FCTVA | 798.89 € | 3 045.81 € | 10 197.43 € | 5 861.77 € | 2 034.13 € | 1 643.61 € |

(4) Les recettes de fonctionnement des budgets annexes hors fiscalité

| | |
|--|--|
| BUDGET ANNEXE SPANC | Les facturations des contrôles périodiques de bon fonctionnement des assainissements non collectifs, les contrôles dans le cadre d'une vente et les contrôles de conception et de réalisation des ouvrages réalisés. |
| BUDGET ANNEXE IMMEUBLE DE BUREAUX | Les locations annuelles pour les bureaux dans les deux ailes du Pôle Tertiaire hors siège de la CC Cœur de Chartreuse et les locations des salles de réunion et de l'Ecwork. |
| BUDGET ANNEXE STATION-SERVICE | La vente de carburants. |
| BUDGET ANNEXE DECHETS | Les ventes de composteurs ou lombricomposteurs individuels, la facturation des professionnels en déchèterie, la vente des big bags amiante et toutes les reprises liées aux gestes de tri. |
| BUDGET ANNEXE COOPERATIVE | Le loyer défini dans le cadre du bail emphytéotique. |

ii) Dépenses de Fonctionnement du budget général

(1) Charges à caractère général Chapitre 011

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| O11 | 660 125.80 € | 759 742.59 € | 654 763.17 € | 874 019.71 € | 938 945.92 € | 822 778.87 € |

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, l'entretien des bâtiments et des véhicules, les contrats de maintenance, les contrats de prestations, les assurances, les services extérieurs et les impôts et taxes sur tous les biens de la CC Cœur de Chartreuse.

Toutes les dépenses de fonctionnement continueront à faire l'objet d'une attention toute particulière.

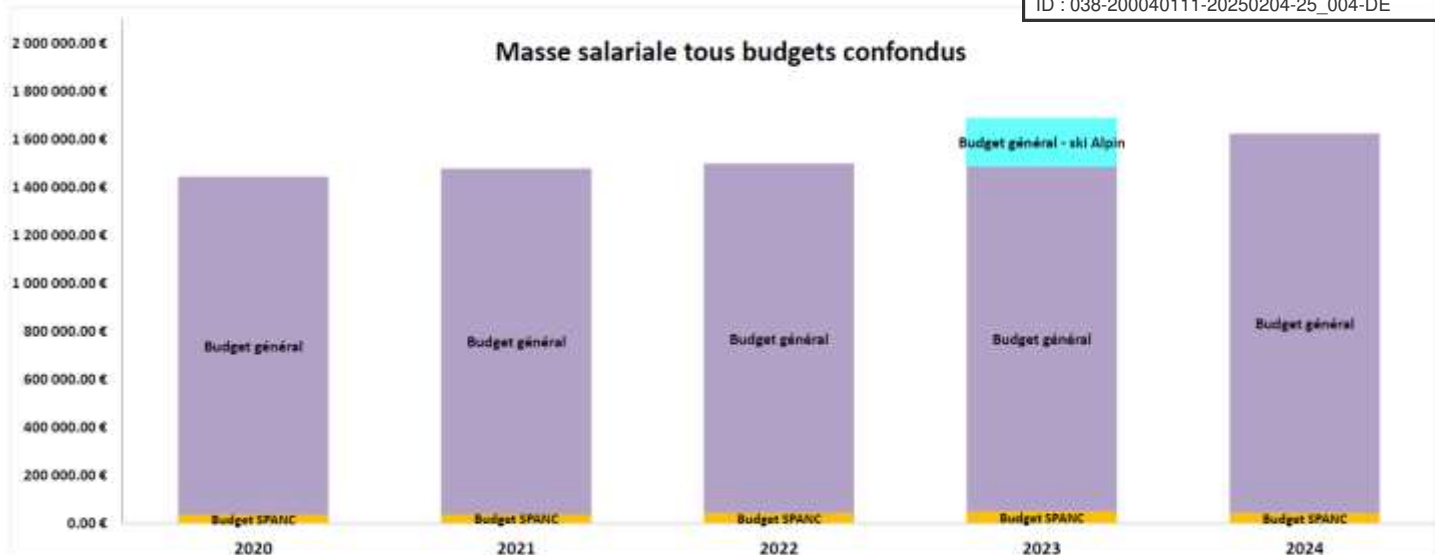
(2) Charges de personnel – Chapitre 012

Envoyé en préfecture le 07/02/2025

Reçu en préfecture le 07/02/2025

Publié le 07/02/2025

ID : 038-200040111-20250204-25_004-DE



La masse salariale de la CC Cœur de Chartreuse a progressivement évolué ces dernières années avec la prise de nouvelles compétences pour atteindre un montant de 1 624 432.54€ en 2024.

Pour 2024, la masse salariale réalisée comprend :

- L'augmentation du point d'indice 2023 de +1.5% au 1^{er} juillet 2023 affectée sur l'année complète 2024. Cette hausse s'applique à l'ensemble des agents publics et porte la valeur du point d'indice à 4,92278333 € contre 4,85 € auparavant. Cela représente pour 2024 une hausse de 15 000€ de plus par rapport aux réalisations 2023.
- La revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1^{er} juillet 2023. À compter du 1^{er} juillet 2023, les indices majorés des grilles indiciaires des catégories C et B correspondants aux indices bruts 367 à 396 ont été réévalués.
- Majoration de la rémunération des fonctionnaires et des contractuels. Depuis le 1^{er} janvier 2024, les fonctionnaires se voient attribuer 5 points d'indice majoré supplémentaires. Cela représente une hausse de 29 000€ pour 2024.
- Hausse de la cotisation vieillesse sur totalité de 1.9% à 2.02%.
- Baisse du taux d'accident du travail de 2.48% à 1.52%.
- L'ensemble des postes vacants pourvus sur 2024.

Le besoin de financement des dépenses de personnel est atténué par l'ensemble des recettes que la collectivité perçoit :

- des recettes propres (régies). Ce montant fluctue chaque année en fonction de la fréquentation des lieux touristiques liés aux conditions météorologiques.
- des financements de postes (subventions). La CC Cœur de Chartreuse a répondu à des appels à projets dans le cadre des plans de relance pour lesquels elle est lauréate et dispose de financements de poste (Avenir Montagne Mobilité, Avenir Montagne Ingénierie, Fonds Vert...).
- des recettes liées à des conventionnements (mutualisation ADS et IPV).
- des remboursements d'arrêts maladies, de maternité ou d'accident du travail.

(3) Attributions de compensation et FPIC – Chapitre 014

➤ Les attributions de compensations sont restées figées depuis 2018 (prise de compétence GEMAPI).

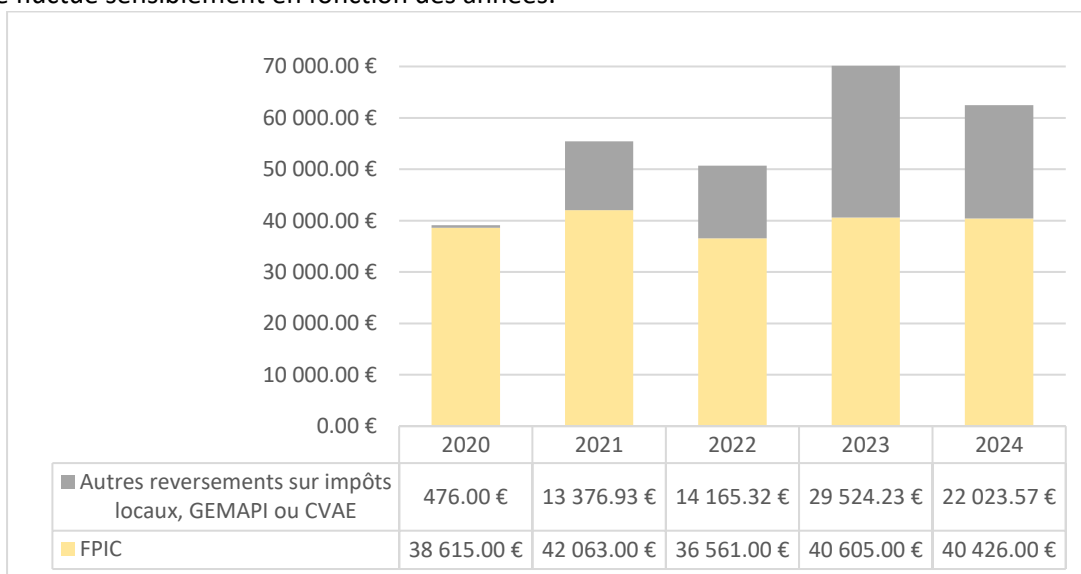
| Communes | Attributions de compensations fiscal | Retenues CLECT Charges transférées 2014 | Attributions de compensations versées annuellement de 2014 à 2017 | Attributions de compensations versées annuellement 2018 | Retenues CLECT Charges transférées GEMAPI 2018 | Attributions de compensations versées annuellement à compter de 2018 | Attributions de compensations versées mensuellement à compter de 2018 |
|---------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|--|---|
| Entre-deux-Guiers | 308 184 € | 14 500.0 € | 293 684 € | 293 684 € | 19 115.30 € | 274 568.70 € | 22 880.73 € |
| Miribel-les-Echelles | 43 633 € | 12 772.0 € | 30 861 € | 30 861 € | 11 416.20 € | 19 444.80 € | 1 620.40 € |
| Saint-Christophe-sur-Guiers | 63 796 € | 18 097.0 € | 45 699 € | 45 699 € | 5 293.13 € | 40 405.87 € | 3 367.16 € |
| Saint-Joseph-de-Rivière | 49 170 € | 2 819.0 € | 46 351 € | 46 351 € | 8 572.08 € | 37 778.92 € | 3 148.24 € |
| Saint-Laurent-du-Pont | 778 965 € | 98 042.0 € | 680 923 € | 680 923 € | 36 568.48 € | 644 354.52 € | 53 696.21 € |
| Saint-Pierre-de-Chartreuse | 96 777 € | 91 506.0 € | 5 271 € | 5 271 € | 13 354.22 € | 8 083.22 € | 673.60 € |
| Saint-Pierre-d'Entremont Isère | 48 885 € | 253.0 € | 48 632 € | 48 632 € | 5 596.63 € | 43 035.37 € | 3 586.28 € |
| La Bauche | 16 295 € | - € | 16 295 € | 16 295 € | 1 942.43 € | 14 352.57 € | 1 196.05 € |
| Corbel | 15 908 € | 110.0 € | 15 798 € | 15 798 € | 1 066.13 € | 14 731.87 € | 1 227.66 € |
| les Echelles | 269 073 € | 26 414.0 € | 242 659 € | 242 659 € | 11 099.45 € | 231 559.55 € | 19 296.63 € |
| Entremont-le-Vieux | 20 674 € | 496.0 € | 20 178 € | 20 178 € | 5 173.94 € | 15 004.06 € | 1 250.34 € |
| Saint-Christophe-la-Grotte | 9 244 € | - € | 9 244 € | 9 244 € | 4 438.90 € | 4 805.10 € | 400.43 € |
| Saint-Franc | 46 562 € | - € | 46 562 € | 46 562 € | 1 170.98 € | 45 391.02 € | 3 782.59 € |
| Saint-Jean-de-Couz | 9 443 € | - € | 9 443 € | 9 443 € | - € | 9 443.00 € | 786.92 € |
| Saint-Pierre-d'Entremont Savoie | 32 940 € | 492.0 € | 32 448 € | 32 448 € | 5 316.30 € | 27 131.70 € | 2 260.98 € |
| Saint-Pierre-de-Genébroz | 6 667 € | - € | 6 667 € | 6 667 € | 2 159.86 € | 4 507.14 € | 375.60 € |
| Saint-Thibaud-de-Couz | 29 539 € | - € | 29 539 € | 29 539 € | - € | 29 539.00 € | 2 461.58 € |
| TOTAL | 1 845 755.00 € | 265 501.00 € | 1 580 254.00 € | 1 580 254.00 € | 132 284.03 € | 1 447 969.97 € | 120 664.16 € |

Au cours de l'année 2025, la CLECT devra se réunir pour :

- redéfinir les attributions de compensations pour les communes (2 communes non concernées par GEMAPI en 2018) par les retenues concernant la protection et la mise en valeur de l'environnement.
- au vu de l'article 148 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 a modifié l'article 1609 nonies C du CGI relatif aux Attributions de Compensation (AC) en instituant, à compter du 30 décembre 2016, l'obligation faite à chaque président d'EPCI de présenter, tous les cinq ans, un rapport sur l'évolution du montant des AC au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées à l'EPCI. Son objectif est de refaire le bilan des transferts sur la période écoulée et d'établir la cohérence des retenues au regard des charges de l'intercommunalité. Il constitue ainsi un outil supplémentaire de transparence financière entre l'EPCI et ses membres.
- au vu des éléments transmis par le cabinet Stratorial Finances.

➤ Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales : la participation de la CC Cœur de Chartreuse est assez stable.

➤ Des reversements a posteriori sont effectués sur les différents impôts que perçoit la collectivité. La participation de la collectivité fluctue sensiblement en fonction des années.





(4) Indemnités d'élus, subventions versées et contributions aux organismes de regroupement –
Chapitre 65

➤ Indemnités d'élus

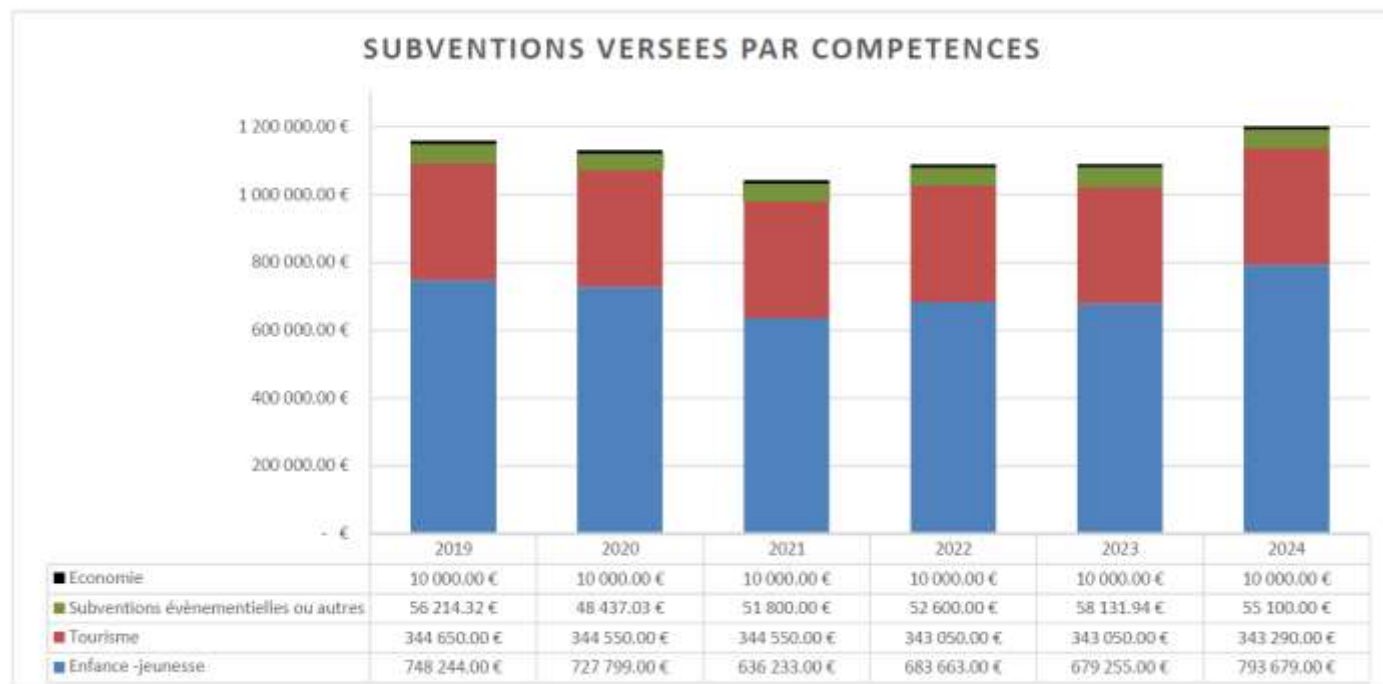
Conformément à l'article 93 de la loi du 2019-1461 du 27 décembre 2019, les communautés de communes établissent un état de l'ensemble des indemnités brutes versées aux élus qui est communiqué chaque année aux conseillers communautaires avant l'examen du budget.

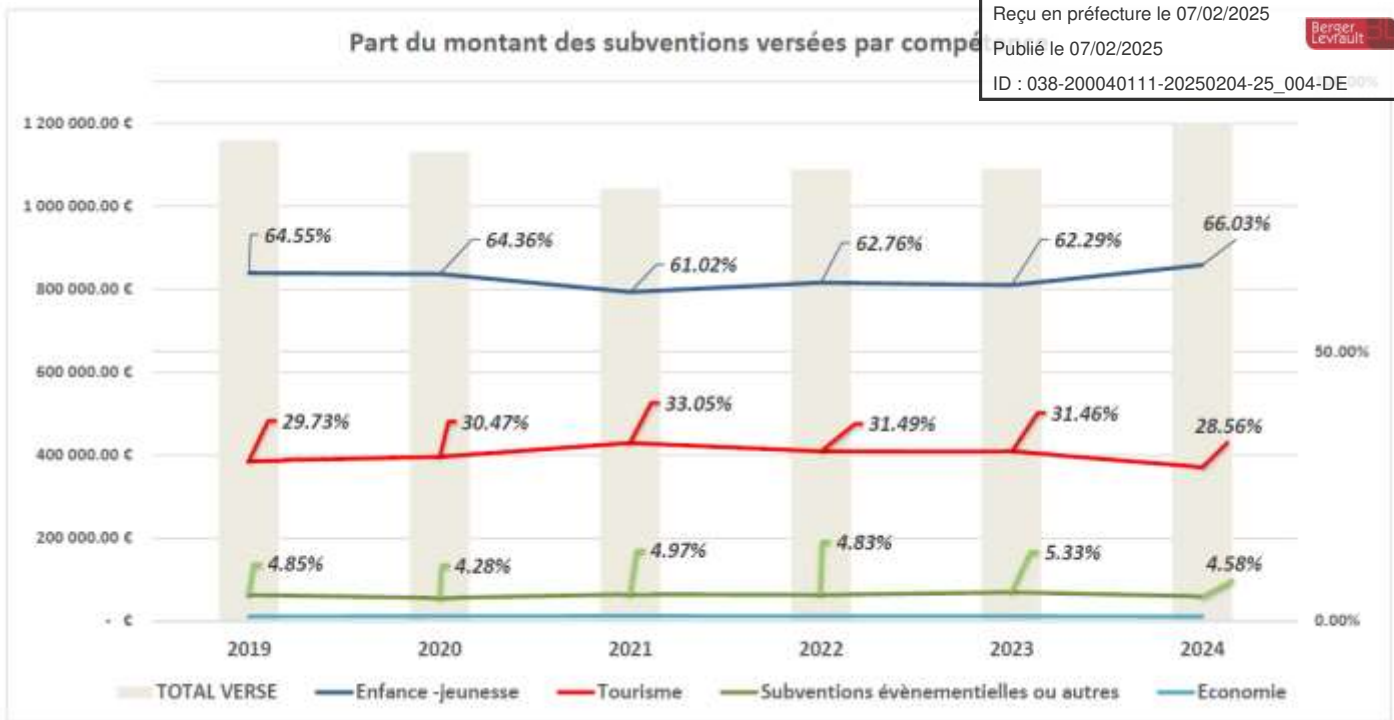
Les indemnités des élus ainsi que les charges sont comptabilisées au chapitre 65. Pour l'année 2024, le montant réalisé est de 80 424 €.

Le tableau ci-dessous représente les indemnités brutes mensuelles à compter de 2024.

| TITRE | PRENOM | NOM | CODE | COMMUNE | Indemnité brute de Président de la CCCC | Indemnité brute de Vice-président de la CCCC | Indemnité de vice-président du Parc Régional National de Chartreuse | Indemnité de vice-président du SIAGA | Indemnité de vice-président de Savoie Déchets |
|----------|-------------|------------|-------|--------------------------|---|--|---|--------------------------------------|---|
| Monsieur | Raphaël | MAISONNIER | 38380 | ENTRE DEUX GUIERS | | 528.43 € | | | |
| Madame | Anne | LENFANT | 73670 | ENTREMONT LE VIEUX | 1 585.28 € | | | | |
| Monsieur | Williams | DUFOUR | 38380 | MIRIBEL LES ECHELLES | | | | 452.33 € | |
| Madame | Laurette | BOTTA | 73360 | ST CHRISTOPHE LA GROTTTE | | 528.43 € | | | |
| Madame | Murielle | GIRAUD | 73160 | ST JEAN DE COUZ | | 528.43 € | | | |
| Madame | Marylène | GUIJARRO | 38134 | ST JOSEPH DE RIVIERE | | 528.43 € | | | |
| Madame | Céline | BOURSIER | 38380 | ST LAURENT DU PONT | | 528.43 € | | | |
| Monsieur | Jean-Claude | SARTER | 38380 | ST LAURENT DU PONT | | 528.43 € | | | |
| Madame | Cécile | LASIO | 38380 | ST PIERRE DE CHARTREUSE | | 528.43 € | | | |
| Monsieur | Wilfried | TISSOT | 73670 | ST PIERRE D'ENTREMONT 73 | | 528.43 € | | | |
| Monsieur | Denis | BLANQUET | 73160 | ST THIBAUD DE COUZ | | | | | |

➤ Subventions versées





La Communauté de Communes a signé des engagements de fonctionnement pluriannuel avec Alpes Isère Tour (2021 à 2026) pour un versement annuel de subvention de 20 000€, avec l'OTi (2024 à 2026) pour un versement annuel de 320 100€, avec Radio Couleur Chartreuse (2023 à 2026) pour un versement annuel de 12 000€.



Le montant prévisionnel des subventions va augmenter pour les raisons suivantes :

*La poursuite de la prise en charge de l'ALSH en direct par la CC Cœur de Chartreuse sur l'année complète notamment avec le partenariat avec la commune de Vimines pour les habitants de la Vallée de Couz.

*Les demandes de subventions des structures Petite Enfance revues à la hausse suite à l'augmentation des charges de manière structurelle (masse salariale).

➤ Montant de la participation annuelle pour la Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) aux syndicats (SIAGA et CISALB). Pour 2025, le montant prévisionnel de participations aux syndicats augmente en raison de travaux sur le territoire de la collectivité (+3%).

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| GEMAPI | 324 574.53 € | 346 405.32 € | 356 628.79 € | 358 019.80 € | 367 874.13 € | 379 291.09 € |



b) L'investissement

L'estimation du résultat d'investissement du budget général au 22/01/2025, sans pointage avec les services du Trésor Public et sans reprise des excédents antérieurs, serait de 274 000€.

i) Dette

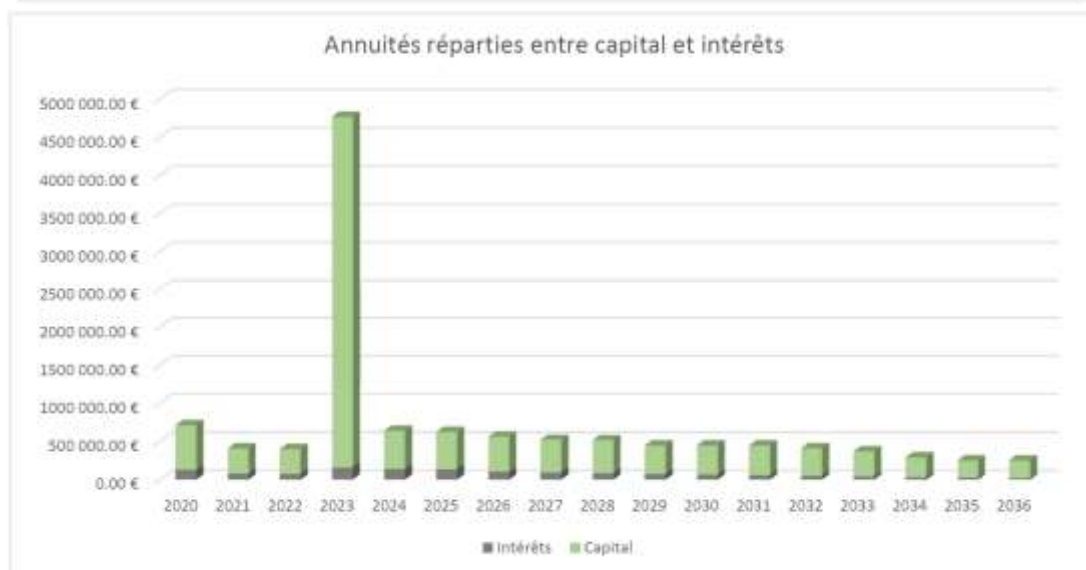
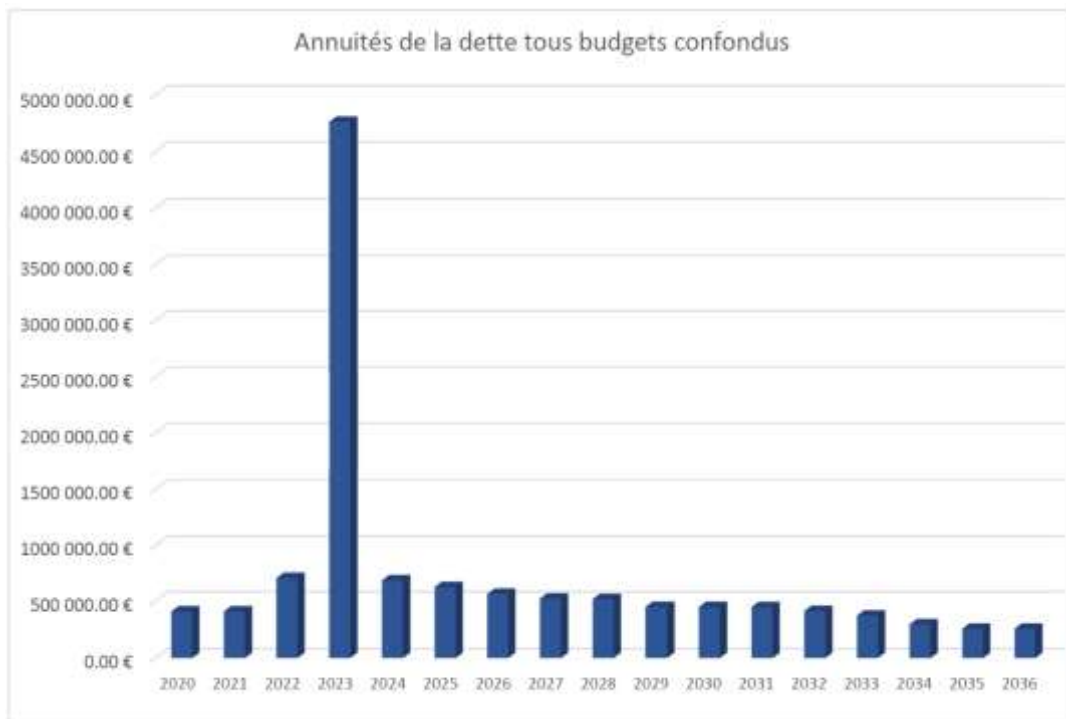
L'endettement pluriannuel comprend les emprunts du budget principal et les emprunts des budgets annexes (Coopérative, Station-service, Cottavoz, Immeuble de Bureaux). Annuellement des annuités d'emprunt sont payées sur le budget principal et les budgets annexes.

La dette relative à la compétence ski alpin de Saint-Pierre-de-Chartreuse/ Le Planolet a été réintégrée dans la dette du budget général. Sur 2023, des opérations ont été effectuées suite aux transferts des prêts de l'EPIC.

Les remboursements de l'avance remboursable du Département de l'Isère sont intégrés dans le chapitre 16. Le montant annuel est de 27 000€ jusqu'en 2033. En 2023, le prêt à court terme sur le budget Cottavoz a été remboursé en intégralité.

Concernant l'exercice 2024, le budget annexe Station-Service n'a pas remboursé les crédits au budget général liés aux emprunts en raison de crédits budgétaires insuffisants. Sur l'exercice 2025, deux annuités seront prévues.

| Exercice | Station service | | | Immeuble de bureaux | | | Coopérative laitière | | | Cottavoz | | | Budget général | | | Budget SKI | | |
|----------|-----------------|------------|-------------|---------------------|-------------|-------------|----------------------|-------------|-------------|----------------|------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Annuité | Intérêts | Capital | Annuité | Intérêts | Capital | Annuité | Intérêts | Capital | Annuité | Intérêts | Capital | Annuité | Intérêts | Capital | Annuité | Intérêts | Capital |
| 2020 | 11 725.40 € | 2 834.51 € | 8 890.89 € | | | | 26 042.94 € | 17 077.00 € | 8 965.94 € | | | | 370 823.37 € | 68 443.01 € | 302 380.36 € | | | |
| 2021 | 11 725.40 € | 2 455.38 € | 9 270.22 € | | | | 26 042.94 € | 16 879.74 € | 9 163.20 € | | | | 370 702.62 € | 58 903.52 € | 311 798.80 € | | | |
| 2022 | 11 725.40 € | 2 059.64 € | 9 665.76 € | | | | 26 042.94 € | 16 678.15 € | 9 364.79 € | 5 083.34 € | 5 083.34 € | 0.00 € | 358 925.15 € | 50 456.69 € | 308 468.46 € | 305 935.04 € | 47 989.15 € | 262 945.89 € |
| 2023 | 11 725.40 € | 1 647.25 € | 10 078.15 € | 38 022.84 € | 13 236.17 € | 24 786.67 € | 56 021.75 € | 16 475.13 € | 39 546.62 € | 4 008 027.79 € | 8 027.79 € | 4 000 000.00 € | 650 788.07 € | 116 814.73 € | 533 973.34 € | | | |
| 2024 | 11 725.40 € | 1 217.23 € | 10 508.17 € | 38 022.84 € | 13 687.24 € | 24 335.60 € | 56 021.75 € | 15 602.04 € | 40 419.71 € | | | | 581 216.45 € | 107 165.65 € | 474 050.80 € | | | |
| 2025 | 11 725.40 € | 768.90 € | 10 956.50 € | 38 022.84 € | 12 876.92 € | 25 145.92 € | 56 021.75 € | 14 712.80 € | 41 308.95 € | | | | 521 067.32 € | 105 490.53 € | 415 576.79 € | | | |
| 2026 | 11 725.40 € | 301.44 € | 11 423.96 € | 38 022.84 € | 12 039.63 € | 25 983.21 € | 56 021.75 € | 13 804.01 € | 42 217.74 € | | | | 460 484.89 € | 79 081.90 € | 381 402.99 € | | | |
| 2027 | | | | 38 022.84 € | 11 174.45 € | 26 848.39 € | 56 021.75 € | 12 875.22 € | 43 146.53 € | | | | 429 773.73 € | 70 257.93 € | 359 515.80 € | | | |
| 2028 | | | | 38 022.84 € | 10 280.46 € | 27 742.38 € | 56 021.75 € | 11 925.99 € | 44 095.76 € | | | | 425 022.06 € | 62 239.98 € | 362 782.08 € | | | |
| 2029 | | | | 38 022.84 € | 9 356.71 € | 28 666.13 € | 56 021.75 € | 10 955.89 € | 45 065.86 € | | | | 354 286.36 € | 54 166.61 € | 300 119.75 € | | | |
| 2030 | | | | 38 022.84 € | 8 402.21 € | 29 620.63 € | 56 021.75 € | 9 964.44 € | 46 057.31 € | | | | 354 013.98 € | 48 110.57 € | 305 903.41 € | | | |
| 2031 | | | | 38 022.84 € | 7 415.89 € | 30 606.95 € | 56 021.75 € | 8 951.18 € | 47 070.57 € | | | | 353 741.60 € | 41 887.94 € | 311 853.66 € | | | |
| 2032 | | | | 38 022.84 € | 6 396.75 € | 31 626.09 € | 56 021.75 € | 7 915.62 € | 48 106.13 € | | | | 318 149.42 € | 35 493.12 € | 282 656.30 € | | | |
| 2033 | | | | 38 022.84 € | 5 343.68 € | 32 679.16 € | 56 021.75 € | 6 857.29 € | 49 164.46 € | | | | 278 066.99 € | 29 206.42 € | 248 860.57 € | | | |
| 2034 | | | | 38 022.84 € | 4 255.55 € | 33 767.29 € | 56 021.75 € | 5 775.67 € | 50 246.08 € | | | | 199 106.07 € | 24 028.81 € | 175 077.26 € | | | |
| 2035 | | | | 38 022.84 € | 3 131.18 € | 34 891.66 € | 56 021.75 € | 4 670.26 € | 51 351.49 € | | | | 160 284.31 € | 19 387.32 € | 140 896.99 € | | | |
| 2036 | | | | 38 022.84 € | 1 969.35 € | 36 053.49 € | 56 021.75 € | 3 540.52 € | 52 481.23 € | | | | 159 843.96 € | 15 291.17 € | 144 552.79 € | | | |



ii) Projets structurants pour le territoire

Suite à la réunion du 22 novembre 2022, le Département de l'Isère a suspendu son appel à contribution pour 2022 pour le Très Haut Débit et a décalé la fin de la participation de la collectivité à 2025 et non à 2024 comme prévu initialement.

| TRES HAUT DEBIT Isère | | | | | | | | | |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| | 101 775.00 € | 101 775.00 € | 101 775.00 € | 101 775.00 € | 101 775.00 € | | 101 775.00 € | 101 775.00 € | 101 775.00 € |

iii) Le budget vert

Le budget vert constitue une nouvelle classification des dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental. Cet outil d'analyse de l'impact environnemental du budget a pour but de mieux intégrer les enjeux environnementaux dans le pilotage des politiques publiques.

L'article 191 de la loi de finances pour 2024 introduit une nouvelle annexe au compte administratif ou au compte financier unique, dite « annexe environnementale des collectivités locales », afin de mesurer l'impact des budgets locaux sur la transition écologique. Cette annexe permet de valoriser les choix d'investissement réalisés par les collectivités qui ont un impact positif sur l'environnement et, ainsi, de faciliter la planification écologique à l'échelle du territoire national.

Le décret du 16 juillet 2024 en précise les modalités de mise en œuvre.

La mise en place de l'annexe se fait par étapes progressives. Les dépenses budgétaires d'investissement devront à terme être cotées selon 6 axes :

- Axe 1 : atténuation du changement climatique ;
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
- Axe 3 : gestion des ressources en eau ;
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

En complément de ces 6 axes, il existe également une cotation synthétique.

Voici le calendrier d'application de ce dispositif :

| | Exercice 2024 (CA produits en 2025) | Exercice 2025 et 2026 (CA produits en 2026 et 2027) | Exercice 2027 et suivants (CA produits à partir de 2028) |
|----------------|--|---|---|
| Budgets | M57 (budget général, Immeuble de bureaux, déchets, Cottavoz et Coopérative laitière) | M57 et M4 (tous les budgets de la collectivité) | M57 et M4 (tous les budgets de la collectivité) |
| Axes | Axe 1 | Axes 1 et 6 | Tous les axes |
| Comptes | 2031, 2111, 2115, 2128, 21312, 21318, 21351, 21352, 2138, 2151, 2152, 21821, 21828, 2312, 2313, 2315, 2317 | Tous les comptes réels d'investissement, à l'exclusion du remboursement des annuités d'emprunt. | Tous les comptes réels d'investissement, à l'exclusion du remboursement des annuités d'emprunt. |

iv) Restes à réaliser envisagés des investissements 2024 - budget général et budgets annexes

INVESTISSEMENT BUDGET GENERAL

| N° Opération | Dépenses d'investissement | Montant des RAR | Recettes d'investissement | Montant des RAR validé |
|--|---|---------------------|---|------------------------|
| 56 | AMENAGEMENT CIRQUE ST MEME | 0.00 € | AMENAGEMENT CIRQUE ST MEME | 0.00 € |
| 65 | ZONE NORDIQUE | 6 000.00 € | ZONE NORDIQUE | 0.00 € |
| 81 | SENTIERS | 3 000.00 € | SENTIERS | |
| 958 | TRAVAUX BATIMENTS | 15 718.00 € | TRAVAUX BATIMENTS | 0.00 € |
| 959 | MATERIELS | 23 699.00 € | MATERIELS | 0.00 € |
| 961 | TRAVAUX ZI | 10 000.00 € | TRAVAUX ZI | 0.00 € |
| 965 | CHAMP PERROUD | 271 850.00 € | CHAMP PERROUD | 0.00 € |
| 969 | TRES HAUT DEBIT | 0.00 € | TRES HAUT DEBIT | 0.00 € |
| 971 | URBANISME | 263 153.50 € | URBANISME | 0.00 € |
| 975 | MOBILITE | 37 500.00 € | MOBILITE | 0.00 € |
| 976 | PLATEFORME BOIS ST THIBAUD DE COUZ | 0.00 € | PLATEFORME BOIS ST THIBAUD DE COUZ | 0.00 € |
| 979 | DIVERS TRAVAUX | 0.00 € | DIVERS TRAVAUX | 0.00 € |
| 980 | ENERGIE | 0.00 € | ENERGIE | 0.00 € |
| 982 | OFFICE DE TOURISME INTERCO | 89 493.31 € | OFFICE DE TOURISME INTERCO | 55 062.17 € |
| 983 | CHALET BLEU | 0.00 € | CHALET BLEU | 0.00 € |
| 984 | FRICHE PAPETERIE E2G | 0.00 € | FRICHE PAPETERIE E2G | 0.00 € |
| Total dépenses opérations | | 720 413.81 € | Total recettes opérations | 55 062.17 € |
| 16- Emprunts et de dettes assimilés | | 1 000.00 € | 16- Emprunts et de dettes assimilés | 0.00 € |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus - remboursements | 1 000.00 € | 16873 - dettes département | |
| 45 - Opérations pour compte de tiers | | 0.00 € | 45 - Opérations pour compte de tiers | 1 544.68 € |
| 458112 | Arceaux St Pierre d'Entremont 38 | | Arceaux St Pierre d'Entremont 38 | 1 544.68 € |
| 204- subventions d'équipement versées | | 45 900.00 € | | |
| 20421 | privés- biens mobiliers - matériels - études - ECO | 25 900.00 € | | |
| 20421 | privés- biens mobiliers - matériels - études - AGRICOLE | 20 000.00 € | | |
| TOTAL RAR Dépenses | | 767 313.81 € | TOTAL RAR Recettes | 56 606.85 € |

INVESTISSEMENT BUDGET DECHETS

| N° Opération | Dépenses d'investissement | Montant des RAR | Recettes d'investissement | Montant des RAR |
|--|---------------------------|--------------------|---------------------------|-----------------|
| 204- Subventions d'équipement versées | | 2 000.00 € | | 0.00 € |
| 20421 | Subventions broyeur | 2 000.00 € | | |
| 21- Immobilisations corporelles | | 35 000.00 € | | 0.00 € |
| 2158 | Matériels divers | 35 000.00 € | | |
| TOTAL RAR dépenses | | 37 000.00 € | Total RAR recettes | 0.00 € |

INVESTISSEMENT BUDGET IMMEUBLE DE BUREAUX

| N° Opération | Dépenses d'investissement | Montant des RAR | Recettes d'investissement | Montant des RAR |
|--|---|-------------------|---|--------------------|
| | | 2 000.00 € | | 40 467.60 € |
| 21321 | Travaux 3ème tranche Pole Tertiaire | | Subvention région pour les travaux de la 3ème tranche du Pole Tertiaire | 40 467.60 € |
| 2158 | Mobilier et aménagement salle de réunion | 2 000.00 € | | |
| 16- Emprunts et de dettes assimilés | | 500.00 € | 16- Emprunts et de dettes assimilés | 0.00 € |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus - remboursements | 500.00 € | 165 - Dépôts et cautionnement reçus | |
| TOTAL RAR dépenses | | 2 500.00 € | TOTAL RAR recettes | 40 467.60 € |



4) Options envisagées pour la construction budgétaire 2025

Budget principal :

- ✓ Hausse des subventions aux associations Petite Enfance suite aux charges structurelles liées à l'augmentation de la masse salariale de ces structures (+50 000€). Pour les subventions Jeunesse, la hausse est contenue (+ 10 000€).
- ✓ Travail sur le pacte territorial pour bénéficier des aides de l'ANAH. Des réflexions sont en cours au sein de la commission thématique sur des dépenses nouvelles sous forme de subventions.
- ✓ Hausse de la masse salariale avec la hausse du taux patronal de CNRACL, du taux patronal de maladie, l'intégration de la monétisation du CET et la mise en place du RIFSEEP.
- ✓ Travail sur le recrutement d'un poste Référent Accueil Inclusion qui est un poste financé par la CAF
- ✓ Poursuite sur le travail sur les collectivités en transition.
- ✓ Poursuite des travaux sur le transfert de la compétence eau et assainissement.
- ✓ Transition du modèle touristique (délibération du conseil communautaire du mois de septembre 2021)
- ✓ Réflexion sur l'optimisation des consommations électriques avec l'éclairage et le relamping (ZI/ZA)
- ✓ Réflexion sur les optimisations thermiques des bâtiments via des travaux de rénovation thermique (crèches, restaurant du Désert et site nordique...).
- ✓ Poursuite des études de faisabilité d'un bâtiment en partenariat avec la commune de Saint-Laurent-du-Pont pour l'accueil de loisirs (délibération du 06/12/2022).
- ✓ Remise aux normes de l'Espace Multi Activités suite aux diverses malfaçons uniquement après la perception de l'indemnité de l'assurance.
- ✓ Réflexion sur les acquisitions de terrains agricoles pour l'accueil des gens du voyage
- ✓ Baisse de la DC RTP en se basant sur les prévisions de la société AGATE avec une baisse de 25 300€ pour la CC Cœur de Chartreuse.
- ✓ Baisse de la fraction de TVA en se basant les prévisions d'Intercommunalités de France avec une baisse de 25 700€ pour la CC Cœur de Chartreuse.
- ✓ Contribution de 5% supplémentaires pour le FPIC soit 2 500€.

Budgets annexes :

- ✓ Poursuite des travaux de réhabilitation de la friche de la papeterie dans le BA ZA du Moulin Neuf
- ✓ Poursuite des études et acquisitions foncières sur les zones d'activités
- ✓ Investissement déchets (matériels et aménagements)